

R=58887 28€ (5)

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

		Pages
Kounitski.....	Jaouressisme et Léninisme (<i>suite et fin</i>).....	1611
Paul Marion.....	La tactique du grand capital français.....	1619
	La discussion dans le Parti russe.....	1624
Gabriel Péri.....	Le conflit mexicain.....	1641
André Reymond..	Une brochure de Fritz Adler.....	1646

LA VIE DU PARTI :

Articles de Michel Marty, Marcel Thomas, A. Thomas, J. Gogez, P. Celor, Pillot.

Prix du numéro : UN FRANC

*** ADMINISTRATION ***
142, rue Montmartre (2°)

*** *** RÉDACTION *** ***
120, rue Lafayette (10°)

PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

==== Prix : 4 francs ====
PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 \$
6 mois	24 fr.	1 \$
1 an	48 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 franc
BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	7 fr.	9 fr.
6 mois	13 fr.	17 fr.
1 an	25 fr.	33 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
Kounitski	Jaouessisme et Léninisme (suite et fin) 1611
Paul Marion	La tactique du grand capital français 1619
	La discussion dans le Parti russe 1624
Gabriel Péri	Le conflit mexicain 1641
André Reymond	Une brochure de Fritz Adler 1646

LA VIE DU PARTI :

Articles de Michel Marty, Marcel Thomas, A. Thomas, J. Cogez, P. Celor, Pillot.

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette

PARIS

JAURESSISME ET LÉNINISME

(suite et fin)



V

La tactique de Jaurès

L'étude de la philosophie de Jaurès nous a permis de nous convaincre à quel point il a été imprégné du réformisme. Mais cette vérité apparaît encore plus clairement, si l'on considère, même superficiellement, la tactique dont Jaurès se servait dans la lutte politique quotidienne. Jaurès fut, sans aucun doute, un lutteur. La lutte fut son élément, il ne vivait réellement que dans l'atmosphère du combat, ce n'est que dans cette atmosphère qu'il déployait complètement son fougueux tempérament révolutionnaire. A chaque intervention de Jaurès au Parlement, la salle ressemblait à un véritable champ de bataille. D'un côté, la bourgeoisie affolée et la réaction l'accueillaient avec de vrais cris de fureur, tandis que de l'autre, l'extrême-gauche lui préparait des ovations enthousiastes. Cet homme fut rempli de contradictions : le tempérament révolutionnaire et l'opportunisme le plus prononcé se mariaient en lui de la façon la plus incompréhensible. Jaurès s'efforçait constamment d'aplanir les angles et d'arriver à un compromis sur une base commune quelconque. Le fait que ces efforts pour arriver à un compromis s'étendaient aussi bien à droite qu'à gauche, est des plus remarquables. Jaurès tendait à trouver un langage commun avec Guesde et Lafargue, d'un côté, et avec Millerand et Viviani, de l'autre.

Et même s'il se lançait et s'il frappait sur la bourgeoisie, il se servait d'un langage familier à cette dernière. Quand Guesde intervenait, on sentait que c'était un homme d'un tout autre monde, qui s'inspirait d'une idéologie complètement étrangère à celle de la bourgeoisie. Jaurès traduisit la totalité des idées du socialisme prolétarien dans la langue du parlementarisme bourgeois, et n'est-il pas caractéristique pour lui qu'il écrivit en latin son traité sur l'origine du socialisme allemand ?

Il est donc tout clair que la tactique de Jaurès devait être fatalement opportuniste. Et, en effet, que pouvait signifier la négation de la théorie de l'effondrement de la société bourgeoise, sinon la renonciation en pratique à la Révolution ? Jaurès avait beau déclamer magnifiquement sur l'approche de la Révolution socialiste ; plus encore, il pouvait personnellement être convaincu de la façon la plus sincère que la société socialiste doit remplacer inévitablement la société bourgeoise. Mais comme il ne comprenait pas la nécessité historique de l'insurrection armée, la nécessité de la conquête du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de la dictature, en vue de détruire l'Etat capitaliste, il tournait, par là même, le dos à la Révolution, du fait que cette dernière ne peut édifier une nouvelle société qu'en détruisant l'an-

cienne. La tactique révolutionnaire de Marx est caractérisée par lui comme surannée pour notre époque. Il écrit :

« Maintenant c'est à découvert, sur le large terrain de la légalité démocratique et du suffrage universel, que le prolétariat socialiste prépare, étend, organise sa Révolution. » (*Études Socialistes*, p. 61).

Il attribuait une importance excessive aux réformes :

« Jamais je n'ai considéré les réformes seulement comme un moyen palliatif contre la pauvreté existante, mais j'ai vu en elles le début de l'organisation socialiste : ce sont des grains de semence du communisme, semés dans la terre capitaliste. » (*Études Socialistes*, p. 49, dans l'article *République et Socialisme*).

Ces paroles sont inspirées par ses efforts résolus de donner aux réformes une importance se suffisant à elle-même et il était tout naturel, pour un homme qui avait une telle opinion sur les réformes, de voir dans la démocratie et dans le parlementarisme les voies par lesquelles le prolétariat pourrait arriver au socialisme, parce que les réformes ne peuvent être atteintes que par le Parlement. C'est pourquoi, selon l'opinion de Jaurès, le Parlement se transforme en creuset où se forge l'avenir du prolétariat.

On comprend maintenant l'attitude prise par Jaurès dans la fameuse discussion sur le matérialisme. Les socialistes ont-ils le droit d'entrer dans un ministère bourgeois ? Voilà la question formidable qui s'est posée au socialisme international au tournant du XIX^e et du XX^e siècle. Le point de départ de cette discussion fut, comme on le sait, l'entrée de Millerand, qui a acquis maintenant une bien triste renommée, dans le ministère de Waldeck-Rousseau.

Jaurès déclara nettement qu'il se plaçait entièrement sur le terrain de la nécessité de la lutte de classes, mais qu'il croyait que le principe pouvait s'accorder avec la politique d'un compromis avec certaines couches de la bourgeoisie. De son point de vue, on pouvait prendre une attitude de lutte de classes (seulement, selon lui, il ne fallait pas concevoir cette attitude d'une façon par trop simpliste) et aider simultanément la bourgeoisie à faire sa politique (car on ne peut faire rien d'autre quand on constitue une minorité infime dans un ministère bourgeois).

Nous constatons ici une fois de plus la double nature de Jaurès : son désir de réconcilier les forces élémentaires diamétralement opposées et s'excluant les unes les autres, c'est toujours la même tendance de polir les angles, et de chercher des compromis. De tels efforts étaient fatalement voués à un échec. Millerand se démasqua finalement comme un vulgaire renégat qui se distingua particulièrement par son impudence. La classe ouvrière subit la déception inévitable, et il faut dire à l'honneur de Jaurès, qu'il reconnut, dans la suite, l'erreur qu'il avait commise. Les grands hommes ne craignent pas de reconnaître leurs fautes.

En dépit de tout cela, on est obligé de reconnaître qu'il y avait une certaine justesse dans la tactique de Jaurès, par exemple, dans l'attitude qu'il proposa d'adopter vis-à-vis des différents partis bourgeois. Les partisans de Guesde, par trop intransigeants, s'en tenaient, sous ce rapport, à une tactique primitive : ils ne faisaient aucune différence entre les différentes fractions de la bourgeoisie et menaient contre elles la même lutte.

Mais Jaurès, lui non plus, n'était pas capable de tirer les conclusions tac-

tiques justes de ses idées justes. Il avait raison, en ce sens qu'il faut appliquer une tactique différente vis-à-vis des différents partis bourgeois, mais sa différenciation consista en ce qu'il proposa de conclure un compromis avec la bourgeoisie radicale dans certaines questions, ce qu'il fit d'ailleurs conformément à sa conception. Mais le fond de la question fut qu'il était nécessaire, tout en restant dans le cadre de la politique de classe intransigeante, d'adopter une tactique différente vis-à-vis des différents groupements bourgeois. Voilà ce que Jaurès n'était pas capable de faire : au lieu d'une lutte différenciée, il appliquait des compromis différents et détruisait ainsi ses belles idées.

On put le constater d'une façon particulièrement nette dans l'affaire Dreyfus. Le sens tactique disait à Jaurès que, dans cette lutte magnifique entre le militarisme réactionnaire et la bourgeoisie radicale, il ne fallait pas rester indifférent, comme le fit Guesde. Jaurès entra en lice avec toute la passion flamboyante du tribun. Mais, dans l'ardeur du combat, il conclut une alliance avec les partisans bourgeois de Dreyfus. Ici on est poussé à faire une comparaison avec le plus grand tacticien du début du XX^e siècle, avec Lénine, qui dans sa tactique réunissait d'une façon géniale l'intransigeance et la solidité du point de vue de la classe ouvrière avec une souplesse remarquable. Malgré toute la souplesse que Jaurès déployait quand il s'agissait de concilier les contradictions, il n'était pas capable de trouver cette synthèse et tomba ainsi, dans la pratique, dans le pire des opportunismes.

Pourtant, malgré tout son opportunisme, Jaurès possédait encore autre chose qui le place infiniment au-dessus de la tourbe des opportunistes, dont le seul but consiste dans la chasse aux portefeuilles ministériels. Jaurès porta haut et ferme le drapeau du socialisme, il s'efforça de ne pas le tacher, il pensa toujours au but final du mouvement. Il ne dit jamais, comme Bernstein, que « le mouvement est tout, que le but final n'est rien ». Au contraire, il reproche très souvent à Bernstein de placer le but final dans un avenir nébuleux.

Le socialisme est devenu sang et chair dans Jaurès et on ne trouve pas un seul discours, pas un article de lui où il ne parle du socialisme. Il est vrai que le socialisme de Jaurès est quelque chose de spécial, il a une forte nuance éthique, il contient beaucoup plus de considérations morales qu'une réelle analyse scientifique. Si l'on veut s'exprimer d'une façon banale, on peut dire que Jaurès ne comprend pas le socialisme avec son cerveau, mais avec son cœur. « C'est un devoir de la conscience de tout le monde d'être un socialiste. » (*Études Socialistes*, p. 135). Pour Jaurès, le socialisme se lie à l'aide de la « justice », des droits de l'homme » et autres considérations analogues. Son socialisme ressemble, par conséquent, plus à celui de Louis Blanc et au « socialisme intégral » de Benoît Malon, qu'au socialisme scientifique de Marx. Mais si Jaurès a lutté avec une conception fautive, il a néanmoins lutté sincèrement et passionnément pour la cause du prolétariat, et cela le place bien au-dessus de tous ces « socialistes » qui se prétendent ses successeurs.

VI

Jaurès, la guerre et l'Internationale

Si les qualités de tribun de Jaurès se firent jour en tout, elles ressortirent tout particulièrement dans la question de tactique du prolétariat en cas de guerre. Il lui faut rendre cette justice qu'il a mené une campagne ininterrompue pour la « guerre à la guerre », et sa fin tragique démontre à quel point le bourgeois le considérait comme un ennemi dangereux. Il était trop

dangereux de laisser cet homme parmi les vivants, cet homme qui pouvait jeter toute l'autorité de son nom, toute la popularité dont il jouissait en France, tout son splendide don oratoire dans la balance de la lutte.

Tous les grands conflits impérialistes du début du *xx*^e siècle trouvèrent un ennemi acharné dans la personne de Jaurès. Il suffit de rappeler les discours de Jaurès lors du conflit entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc, discours qui ne fut pas prononcé, il est vrai, le ministre Bulow ayant interdit à Jaurès l'entrée à Berlin, mais qui fut publié par le *Vorwaerts*.

Le discours courageux de Jaurès qu'il prononça à la veille de la guerre et de sa mort dans une réunion à Lyon est également très intéressant. Il y stigmatisait autant la bourgeoisie impérialiste, que la diplomatie secrète :

« La politique coloniale de la France, la politique louche de la Russie, la volonté de l'Autriche à la violence, voilà ce qui a collaboré à créer cette situation terrible dans laquelle nous nous trouvons... Si la menace de guerre éclate, nous tous, socialistes, nous devons nous efforcer le plus vite possible à nous sauver de ce crime que commettent les classes dirigeantes. »

Avec quelle fureur ne se jette-t-il pas aussi, en 1907, sur les classes dirigeantes :

« Au moment où je vous parle, une poignée de pirates, de banquiers, de capitalistes rapaces qui ne pensent cyniquement qu'à leurs bénéfices, de journalistes qui glorifient le pillage, rêvent d'une grande expédition au Maroc. »

Rappelons-nous également le discours sur le patriotisme et l'internationalisme que Jaurès prononça à la Chambre des Députés. On ne permit littéralement pas à Jaurès de parler, on l'interrompit presque à chaque mot et il se vit obligé de remettre la fin de son discours à la séance suivante. La bourgeoisie affolée considérait des hommes tels que Guesde et Hervé (d'avant-guerre) comme des fous, tellement leur attitude était étrangère à sa psychologie. Mais quoiqu'elle les haïssait, Jaurès lui semblait incomparablement plus dangereux, parce qu'il parlait à la bourgeoisie dans sa propre langue, et qu'il proposait des moyens pour empêcher la guerre d'autant plus dangereux qu'ils semblaient réalisables.

Mais également dans cette question, Jaurès resta fidèle à lui-même. L'antinomie principale qui existe dans tout Jaurès se manifesta également dans la question de la guerre. Un patriotisme assez franc perce dans toute une série de ses discours, et il se rattache, comme tant de révolutionnaires français, d'une façon particulière, aux révolutions antérieures. C'est un orgueil spécial qui a été jusqu'au dernier quart du *xix*^e siècle, une forteresse de la Révolution et une forge des doctrines socialistes des plus en vogue. Et tout ceci se joint chez Jaurès à la croyance que la forme républicaine et l'existence des libertés politiques bourgeoises faisaient de la France, en comparaison avec tous les autres pays, la « terre promise ». Il valait la peine de lutter pour ses libertés, pour elles on pouvait maintenir jusqu'au bout le principe de la défense de la patrie. Et comme s'il craignait de se laisser entraîner par son tempérament révolutionnaire, Jaurès se dépêche, dans sa lutte contre le militarisme et l'impérialisme, de déclarer dès le début qu'il n'est pas un adversaire de la défense de la patrie et que les socialistes sont également capables de défendre leur patrie.

Parfois Jaurès fait vraiment preuve d'une naïveté impressionnante. Il oublie complètement les antagonismes profonds qui déchirent les Etats capitalistes et il considère l'alliance entre la France et l'Angleterre comme « une grande conquête culturelle et une garantie de paix » (*L'idée de Paix et de*

Solidarité du Proletariat, discours non prononcé de Jaurès et publié par le *Vorwaerts*). Jaurès est encore plus naïf quand il prétend avec le plus grand sérieux que « l'alliance franco-russe ne présente pas de danger pour le moment ». Dans un article que Jaurès publia dans le *Berliner Tageblatt*, il écrivit :

« L'entente entre la France, l'Angleterre et la Russie, la Triple-Entente, ne constitue pas en elle-même une menace contre la paix. Elle peut, au contraire, poursuivre des buts pacifiques et exercer son influence dans le sens de la paix... Pourquoi serait-il impossible d'arriver de la même façon, dans les questions litigieuses, à une entente entre l'Allemagne et l'Angleterre ? La nouvelle Triple-Entente pourrait même contribuer à une telle issue, si la France comprend son rôle d'une façon juste, si elle sent simultanément avec la conscience de sa force, la conscience de son devoir ».

Tout ceci ne se distingue en rien du verbiage d'un vulgaire pacifiste bourgeois et le camarade Zinoviev a raison de caractériser le Jauressisme comme un « pacifisme sur une base révolutionnaire ». (Zinoviev, *La Guerre et la Crise du Socialisme*, édition russe, p. 276.)

La revendication principale que pose Jaurès comme une garantie contre la possibilité d'une guerre est aussi près du pacifisme. Cette revendication consiste à exiger une Cour Internationale d'Arbitrage, ainsi que les tribunaux d'arbitrage, et Jaurès suppose avec une véritable candeur naïve que les Etats-Unis seraient l'initiateur et l'organisateur de cette affaire. Il salue presque avec enthousiasme les déclarations de Roosevelt qui proposa de convoquer une conférence de la paix à La Haye. Pour défendre Roosevelt, il mena une vraie bataille contre l'extrême-droite du Parlement qui, à juste titre, voyait dans ces propositions une utopie et interprétait l'intervention du pacifiste américain d'une façon plus réaliste que ne le fit le grand idéologue Jaurès.

Toute l'activité de Jaurès dans la II^e Internationale est de même remplie de contradictions. Mais là, il ne fut du moins pas tout seul : tout le centre partageait avec lui ses péchés. Un point de vue conséquent ne fut défendu jusqu'au bout que par les fractions de droite et de gauche de la II^e Internationale. L'aile gauche se plaçait sur la plateforme du réformisme et du chauvinisme intransigeant.

Tant au congrès de Stuttgart qu'à celui de Bâle de la II^e Internationale, Jaurès prit une position bien déterminée qui fut dirigée contre le militarisme, l'impérialisme, la politique coloniale, et les guerres. Il faut pourtant reconnaître que, quoique l'attitude de Jaurès fut très révolutionnaire, nous voudrions même dire ultra-révolutionnaire, on y déclara pourtant nettement qu'en cas d'une déclaration de guerre où la France serait forcée de prendre une position défensive, le principe de la défense nationale entrerait en pleine vigueur. On oublie ici complètement que la prochaine guerre ne pouvait être qu'une guerre impérialiste et que si, du point de vue stratégique, on pouvait distinguer les pays en pays offensifs et en pays défensifs, cette classification ne résistait à aucune critique du point de vue politique. Tous les belligérants seraient au même titre des pays offensifs et, dans tous les pays, le prolétariat ne devait appliquer qu'une seule tactique : guerre à la guerre !

Ce mot d'ordre qui fut lancé dès le début de la guerre par Lénine, avec toute l'énergie dont il était capable, Jaurès ne l'approuva que dans sa forme générale et il n'était pas capable de l'appliquer aux cas concrets. Zinoviev dit avec raison que la condition préliminaire cachée et inconsciente de l'attitude ultra-radical de Jaurès au congrès de Stuttgart, au cours duquel il avait proposé de recourir même à la grève générale en cas de guerre, fut le

sombre pressentiment qu'à la prochaine collision, la France serait du côté faible, et qu'alors une telle tactique du prolétariat allemand serait utile à la France. Autrement, il serait complètement incompréhensible de saisir la cause qui a poussé Jaurès à prendre une attitude plus radicale que Bebel. Jaurès mena dans la II^e Internationale, une lutte magnifique contre la guerre, il fut un internationaliste honnête et sincère, mais il ne pouvait vaincre, surmonter sa double nature. C'est elle qui imprime son cachet à toute sa tactique en général et, en particulier, à sa tactique dans la question de la guerre.

VII

Jaurès et le Léninisme

Tel est le cercle d'idées dans lequel le politique, le socialiste, l'homme d'Etat que fut Jaurès se mouvait. Il est permis de poser la question de savoir si l'on peut parler ici d'un système idéologique bien déterminé. Il faut répondre affirmativement à cette question, car en tout ce que crée Jaurès, on trouve toute une série de facteurs qui nous permettent de considérer le jauressisme comme une tendance spéciale.

Si l'on veut qualifier le jauressisme du point de vue des principes communément acceptés dans le mouvement ouvrier, il faut le considérer comme une sorte de réformisme, d'opportunisme. Mais une telle qualification par trop sommaire ne nous fait pas comprendre toutes les particularités du jauressisme, car ce dernier n'est pas seulement un opportunisme, mais un opportunisme transformé et placé dans les conditions spéciales du mouvement ouvrier français et de la vie politique française.

Deux éléments, deux principes luttèrent en Jaurès : l'esprit infatigable de la Révolution le tire en avant d'une façon ininterrompue, mais le ver de l'opportunisme rongea sans cesse l'élan puissant du premier, et le diminua.

L'opportunisme de Jaurès ne consiste pas tout simplement dans le fait qu'il a été un partisan des compromis dans le sens mauvais du mot. Non, son opportunisme fut d'une nature plus élevée : il s'efforçait de fusionner organiquement, de réconcilier la révolution et la réforme, l'intransigeance et l'esprit de compromis, le socialisme et le capitalisme, la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est en cela que consiste sa différence fondamentale avec Bernstein. Ce dernier rejeta tout simplement la Révolution, en faveur de la réforme. Jaurès s'efforçait, consciemment et inconsciemment, de créer avec eux un alliage nouveau. Une telle tentative était à l'avance condamnée à un échec certain et on en trouve une preuve dans le fait que Jaurès, en restant un éclectique dans la théorie, arrivait en pratique au même opportunisme que Bernstein, avec la seule différence qu'il le porta à une plus grande hauteur et le munit de plus larges perspectives.

Nous arrivons donc finalement à la conclusion que Jaurès s'est placé sur la plateforme centriste. Le centrisme de Jaurès se différencie pourtant quelque peu du centrisme de Kautsky, un des idéologues principaux de cette tendance intermédiaire typique du mouvement ouvrier international. Kautsky fut très révolutionnaire en théorie (et il faut reconnaître que, pendant longtemps, il le fut également en pratique), mais il pouvait faire des concessions insensibles au réformisme et l'accumulation de ces petits compromis le conduisait finalement à une nouvelle idéologie. Ce révolutionnaire fut donc, dans la théorie, de tout temps un opportuniste latent, dont on reconnut la vraie

nature lorsque éclata la grande époque de la guerre impérialiste et de la Révolution sociale.

Jaurès, au contraire, se montra continuellement, dans la théorie, comme un éclectique et un opportuniste ; il avait la tendance permanente de polir les angles et de rechercher les compromis, mais, en même temps, son opportunisme sortait de lui avec le pathos révolutionnaire du tribun. Chez Kautsky, on ne trouve nulle part des pages aussi mordantes contre la bourgeoisie.

Jaurès fut, si l'on peut s'exprimer ainsi, un idéaliste révolutionnaire naturel et spontané, dans la meilleure signification du terme.

C'est pourquoi il est très difficile de répondre catégoriquement à la question sur l'attitude que Jaurès aurait prise vis-à-vis de la guerre et de la Révolution russe. Si, d'un côté, il est complètement évident que Jaurès, dès le début de la guerre, aurait été un patriote, un partisan de la défense nationale et de l'union sacrée, il est également évident, d'autre part, qu'il ne se serait jamais abaissé jusqu'à l'oubli complet de la pensée du socialisme international et de la solidarité prolétarienne où sont tombés les Hervé, les Sembat, les Thomas et autres.

Le même raisonnement est juste en ce qui concerne la révolution russe. Il est difficile de dire qu'il se serait prononcé immédiatement en sa faveur ; on peut supposer qu'il n'aurait jamais pu se placer sans réserves sur la plateforme du communisme révolutionnaire, mais, par contre, il ne serait jamais devenu un de ces adversaires furieux de la révolution russe, tels tous ceux qui se réclament aujourd'hui de son nom. La puissante intelligence de Jaurès, ses grandes expériences historiques, sa connaissance admirable de la grande Révolution française l'auraient conduit bien vite à une appréciation objective de la grande Révolution russe et auraient attiré sa sympathie de son côté.

Avec tout cela, on est encore bien loin de la solution de cette autre question, à savoir, si l'on peut réconcilier, sans tomber dans une contradiction réelle, le léninisme avec le jauressisme. J'ai souligné qu'il ne s'agit pas ici d'une réconciliation entre Lénine et Jaurès, mais du léninisme et jauressisme en tant que deux courants du mouvement ouvrier international, sans détruire la pureté de principe et l'énergie de classe du premier et sans déformer la vraie nature du deuxième.

Je crois que ceci est une question d'une grande importance actuelle et particulièrement pour le parti communiste français qui, sans aucun doute, est le seul successeur et continuateur de toutes les meilleures traditions du mouvement révolutionnaire français.

La réponse à cette question est donnée par tout ce que nous venons d'exposer et elle ne peut être que négative. Ces deux courants sont par trop différents pour qu'il soit possible de les réunir d'une façon quelconque en un seul fleuve. Ce sont deux conceptions essentiellement différentes, ce sont deux philosophies profondément divergentes.

Le léninisme est moniste ; il se place entièrement sur le point de vue du marxisme révolutionnaire et il en est sa continuation logique et historique. Le jauressisme est dualiste, il essaie de réconcilier le marxisme orthodoxe avec le révisionnisme. Le premier est matérialisme jusqu'au bout, le deuxième réunit le matérialisme à l'idéalisme. Dans le jauressisme il y a quelque chose d'ambigu et d'hétérogène ; le léninisme est comme fondu d'une seule pièce. L'impureté et le vague de l'un trouve l'antithèse dans l'exactitude, la fermeté logique et la limitation sévère des définitions du deuxième. Chez Lénine, les classes et la lutte entre elles constituent les forces motrices du processus historique, chez Jaurès cela se constitue à l'arrière fond. Au lieu de l'explication

scientifique de l'histoire, apparaissent chez lui les idées éternelles de la justice, de la beauté, etc., ... qui poussent l'humanité en avant. Le socialisme de Lénine est le produit de l'évolution impitoyable de l'histoire. Le socialisme de Jaurès doit être compris comme une réalisation de l'idéal de la justice, qui depuis longtemps anime l'âme humaine. Chez le premier, il est une catégorie scientifique, chez le deuxième une norme morale.

Mais les différences d'opinions sont encore plus profondes s'il s'agit des questions qui se posent actuellement au prolétariat. Le léninisme envisage la réalisation du socialisme seulement par la dictature du prolétariat. Mais le jaressisme ne rompt pas catégoriquement avec le passé, il espère évoluer, grâce à la démocratie, du capitalisme au socialisme. Il se place nettement sur le terrain du parlementarisme bourgeois.

Tandis que Lénine voit dans le parti l'avant-garde solide, unie et disciplinée du prolétariat qui doit vaincre le capitalisme par la méthode de la lutte armée et de la dictature du prolétariat, Jaurès, lui, a une toute autre conception du rôle du parti du prolétariat. Ce dernier doit être une organisation de la lutte permanente, il doit être construit sur l'autonomie absolue et sur la démocratie. Jaurès ne fut pas pour rien un adversaire si véhément de l'exclusion de Millerand du parti. En comparaison avec l'autonomie et la démocratie à l'intérieur du parti, la discipline du parti doit jouer un rôle subordonné. Lénine a une conception diamétralement opposée. Le parti est un instrument de la Révolution prolétarienne, et pour que la Révolution puisse être victorieuse, il est nécessaire que cette arme soit bien préparée. Le parti doit représenter un noyau du prolétariat, solidement soudé et non une masse informe et immense.

Cela contredisait complètement la conception du jaressisme. Le léninisme et le jaressisme ne peuvent pas être réconciliés : celui qui se place sur le terrain du premier doit nécessairement condamner le second.

Jaurès, en tant que personne, fut plus haut que son œuvre, le jaressisme. Dans le léninisme, le créateur et sa doctrine s'adaptent harmoniquement. Dans le jaressisme, le créateur s'élevait au-dessus de sa doctrine. C'est justement pourquoi le prolétariat français et son parti communiste, après avoir vaincu le jaressisme, honoreront Jaurès comme personnalité, comme homme d'un grand cœur et d'une intelligence puissante, comme grand tribun.

Kounitski.



LA TACTIQUE DU GRAND CAPITAL FRANÇAIS



Les dernières mesures prises par le ministère Poincaré (Caisse de gestion de la dette flottante, constitution d'une masse de manœuvre pour tenir le marché du franc), nous permettent de mieux comprendre le plan stratégique et la tactique du grand capitalisme français.

Le ministère Poincaré s'apprête à fournir un effort complet pour sortir la bourgeoisie française de la crise présente, aux frais des classes moyennes, de la paysannerie et du prolétariat.

Non seulement il fait appel aux mesures préconisées par les experts, mais encore il a tenu compte de ce qui pouvait le servir dans les projets de Léon Blum (efforts par « le dedans », déflation par l'élévation du taux de l'escompte), et les conseils et appuis de quelques banques privées lui ont permis de réaliser certaines manœuvres en Bourse, qui ont favorisé ses débuts : (achat par petits paquets de devises étrangères avec des billets de banque français fraîchement imprimés).

Le ministère Poincaré représente donc l'action collective de tous les groupements capitalistes français; mais la prépondérance des intérêts de l'industrie lourde d'exportation est marquée dans ses projets.

Il y a quelques mois, la *Journée Industrielle*, organe du grand patronat, considérant la nécessité de mettre un jour un terme à une politique d'inflation, qui risque forcément de devenir dangereuse (exemple allemand), expliquait à ses lecteurs quel était l'ensemble des mesures fiscales et sociales nécessaires pour stabiliser sans menacer les intérêts de nos grands exportateurs.

Son programme pouvait être résumé ainsi :

Quand l'industrie française, à la fin de la période d'inflation, ne pourra plus bénéficier de la prime à l'exportation que constitue pour elle notre monnaie déficitaire, il sera indispensable de diminuer le coût de revient des produits français, par la suppression des impôts qui pèsent sur la grande industrie,

l'abandon de toute reprise par l'Etat sur les bénéfices de guerre, l'application sévère de taxes indirectes qui contraindront la masse des consommateurs à se restreindre, la suppression de la journée de huit heures, la vente des monopoles, le rejet des lois sociales qui obèrent vainement le budget, et la présence au pouvoir d'un gouvernement fort, pour résister aux difficultés sociales, inévitables durant la période de transition.

C'est ce programme que le ministère Poincaré est en train de réaliser.

Poincaré ne peut réussir que s'il arrive à surmonter toute une série de difficultés d'ordre financier, économique, et de classe, notamment s'il peut maintenir la cohésion entre les divers groupes capitalistes qui le soutiennent et dont les intérêts divergents sont susceptibles de se heurter demain, et surtout, s'il peut résister à la colère des classes moyennes et du prolétariat, victimes de la crise économique inévitable.

Tout d'abord, il convient d'évoquer dans quelles circonstances l'union nationale, c'est-à-dire l'union capitaliste, s'est substituée au Cartel des gauches.

En dehors des faits signalés dans mon article du numéro 54 des *Cahiers du Bolchévisme*, il faut se rappeler qu'au moment de la démission de Péret et du 9^e cabinet Briand, le 15 juin dernier, la formation d'un ministère d'union nationale fut alors pour la première fois posée brutalement.

Tous les hommes d'Etat bourgeois, y compris les chefs du Cartel, étaient d'accord pour reconnaître la nécessité de détruire ce qu'il pouvait y avoir encore d'apparence démocratique dans notre fiscalité.

La suppression du carnet de coupons, la suspension de la loi interdisant les exportations de capitaux, la diminution des impôts sur les valeurs mobilières et le revenu, avaient déjà été décidées par l'avant-dernier ministère Briand. Mais là où les divergences entre groupements financiers et capitalistes apparaissaient, c'était sur la question suivante :

Comment stabiliser, et à quel moment ?

Les représentants de l'industrie d'exportation et leurs agents les plus directs à la Chambre des Députés (Poncet, De Wendel et Louis Marin) avaient intérêt à prolonger le plus long-

temps possible une inflation douce, qui leur permettait de concurrencer aisément les industries étrangères.

Les spéculateurs à la hausse et à la baisse du franc étaient, eux aussi, ennemis de la stabilisation.

Mais les banques de dépôt, qui vivent de l'exploitation rationnelle et régulière des petits épargnants, et certaines banques d'affaires, que des mesures de déflation auraient favorisées (on sait que la consolidation des bons, et l'impôt sur le capital permettaient à des banquiers disposant d'argent liquide, de fructueuses opérations de prêt à des taux usuraires), la réclamaient.

Le rapport des experts, qui essayait de concilier tous ces intérêts, et que les hommes du Comité des Forges acceptaient, par crainte de la crise prochaine et le souci de ménager les intérêts d'ensemble de leur classe, comportait quatre mesures principales :

1° Assurer l'équilibre budgétaire par des taxes indirectes, et le retour des capitaux évadés par la réduction du taux des impôts directs et la suppression de tout contrôle fiscal réel (carnet de coupons) ;

2° Libérer la trésorerie de la dette flottante, en créant une Caisse de gestion de bons de la défense nationale et du trésor ;

3° Pour tenir le marché des changes, et assurer la stabilisation de fait, obtenir des crédits extérieurs, ce qui exige la ratification des accords de Washington et la signature d'accords avec l'Angleterre ;

4° Décréter la stabilisation légale en rendant convertible en or, à un taux fixe qui sera déterminé par l'expérience au cours de la période préparatoire, les billets de la Banque de France.

Mais si l'industrie lourde française se ralliait devant les nécessités financières, pour éviter une crise dont les conséquences étaient incalculables, au principe de la stabilisation monétaire, elle tenait évidemment à ce que ces vastes opérations se fassent sous sa direction et son contrôle direct.

De là, cette méfiance envers Caillaux, pas assez sûr, et stabilisateur « trop hâtif », et la campagne en faveur de Poincaré, son homme de confiance, l'homme de la guerre de 1914 et de l'occupation de la Ruhr.

Cependant, une stabilisation monétaire réalisée aux frais des classes moyennes et des travailleurs, ainsi que l'avoue cyni-

quement le rapport des experts, ne pouvait s'accomplir sans que soient prises certaines mesures de protection politique.

De là, l'intérêt pour nos capitalistes :

1° A présenter le ministère comme un ministère de défense du franc, sinon comme un ministère d'union sacrée, afin de calmer les protestations de la petite bourgeoisie démocratique — d'où la présence d'Herriot et de Painlevé parmi les collaborateurs de Poincaré, ces deux complices de la stratégie du grand capital jouant le rôle d'otages;

2° Tout en violant avec une hypocrisie brutale les prérogatives parlementaires, à maintenir une apparence de légalité démocratique (discussion et vote à la Chambre et au Sénat, avec l'opposition « en or », selon la formule des journaux réactionnaires, des chefs socialistes et les réserves prudentes et utiles pour l'avenir de quelques radicaux).

Ainsi, les six cartellistes du ministère, et les cent députés socialistes qui pratiquent une opposition aussi légale qu'impuissante et vaine, à l'opération de Poincaré, permettent aux grands capitalistes français d'endormir une partie des classes moyennes et de la classe ouvrière et d'éviter la révolte brutale et directe de ceux qui n'acceptent pas la stabilisation aux frais des pauvres.

Le rôle de notre Parti est donc de rompre ce cercle de contrainte et de complicité par une campagne politique vigoureuse, au cours de laquelle la grande bourgeoisie française, son agent direct Poincaré, ses serviteurs les chefs du Cartel et « leur » opposition tranquille, les chefs socialistes, seront combattus et démasqués.

Mais cette campagne doit s'appuyer avant toute chose, sur une sérieuse étude des réalités économiques et financières d'aujourd'hui, un tableau précis de la crise de demain, et une présentation cohérente de nos solutions révolutionnaires et des moyens pratiques que nous offrons au prolétariat et aux classes moyennes pour les réaliser (1).

Il est d'autant plus urgent pour notre Parti, d'organiser immédiatement la lutte directe et collective contre la stabilisation à la manière Poincaré, que sous peu, l'application progressive du plan de stabilisation bourgeoise va entraîner une crise

(1) Nos militants devront consulter, à propos de cette campagne, les *Bulletins d'information* nos 7 et 8 déjà parus, et le n° 9 en préparation.

financière, économique et sociale, de beaucoup la plus grave que la France capitaliste ait jamais subie.

Les mesures de Poincaré, onze milliards d'impôts indirects, la création d'une Caisse de gestion de la dette flottante qui pourra se faire consentir des avances en billets, l'élévation du taux de l'escompte de 6 à 7 et demi p. 100, l'achat au moyen de billets nouvellement émis, de livres et de dollars, entraîneront inévitablement :

1° Une hausse des prix (conséquence des impôts indirects);

2° Des demandes de remboursement de bons, et des faillites de moyennes et petites entreprises (conséquence du relèvement de l'escompte et du resserrement des crédits);

3° Une série d'inflations nouvelles, nécessitées à la fois par le remboursement des bons, la hausse des prix, et les achats de devises étrangères pour le compte de l'Etat.

D'autre part, la pression de la finance anglo-saxonne va peser de plus en plus directement sur toute notre économie.

Déjà Poincaré parle de ratifier les accords de Washington et de Londres.

Il nous faut plus que jamais rappeler aux travailleurs français que seule la Russie des Soviets a pu stabiliser sa monnaie et sortir de la crise d'après-guerre sans crédits extérieurs et sans asservissement au capital, indigène ou étranger, parce que seule grâce à la Révolution prolétarienne, elle a pu stabiliser aux frais des riches.

Paul Marion.

7 août 1926.



LA DISCUSSION DANS LE PARTI RUSSE



NOTE DU SECRÉTARIAT

En application des décisions prises par le Comité central dans sa séance du 31 juillet 1926, le secrétariat du Parti fait publier sous la rubrique « La discussion dans le Parti russe » tous les documents qui lui ont été communiqués par l'I. C. à ce sujet.

Au moment où la presse bourgeoise déclanche à nouveau contre la Russie des Soviets une campagne violente de calomnies, il importe que nos militants puissent étudier les formidables problèmes qui se posent à notre Parti de l'U. R. S. S.

Chaque numéro des Cahiers contiendra désormais jusqu'à la fin de la présente discussion tous les articles, renseignements et décisions qui nous parviendront.

Dans quelque temps, des assemblées d'information permettront à nos militants de prendre un contact plus direct avec les problèmes actuellement débattus dans le Parti bolchévik.

Le Secrétariat du Parti.



Pour l'unité et la cohésion du Parti communiste de l'Union Soviétique

Résolution de la session plénière du C. C. et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'U. R. S. S. sur l'affaire des camarades Lachévitch et autres et sur l'unité du Parti.

(Adoptée le 23 juillet 1926, sur la base des rapports de Kouïbychev et Ianson)

(COMMUNIQUÉ)

La session plénière du C. C. et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'U. R. S. S. s'est tenue du 14 au 23 juillet. Ont participé également à cette session, les membres de la Commission centrale de revision.

La session plénière s'est occupée d'un certain nombre de questions importantes concernant l'édification de l'Etat et de l'économie, la vie intérieure du Parti et la situation des ouvriers, en particulier des résultats des élections des Soviets, de la construction de logements et de l'approvisionnement en grains pour l'année courante.

Après avoir entendu le rapport de la Commission centrale de contrôle sur des cas, survenus après le XIV^e congrès du Parti, d'activité fractionnelle et de violations de décisions prises aux X^e et XIV^e congrès du Parti sur le maintien de l'unité du Parti, par quelques fonctionnaires dirigeants et membres du Parti (Lachévitch, G. Biéliniski, etc.) ainsi que sur les rapports de cette activité fractionnelle avec l'appareil de l'Exécutif de l'I. C., qui travaille sous la direction immédiate de Zinoviev, membre du Bureau politique du C. C., — le plénum a adopté la résolution qui lui a été présentée par le présidium de la Commission centrale du contrôle et a décidé de relever Zinoviev de son poste de membre du Bureau politique du P. C. et d'exclure Lachévitch de la liste des suppléants du C. C.

A la place de Zinoviev, le plénum a élu Roudzoutak membre du B. P., et a porté le nombre des suppléants à 8. Il a ratifié comme suppléants du B. P. les camarades suivants : Pétrovraki, Ouglanov, Ordjonikidzé, Andréiev, Kirov, Mikoïan, Kaganovitch, Kaménev.

Après avoir entendu la communication du B. P. sur les résolutions qu'il a prises en connexion avec les derniers événements internationaux (grève des mineurs anglais, coup d'Etat en Pologne, événements de Chine, etc.), le plénum a approuvé l'activité du B. P. et de la délégation du P. C. de l'U. R. S. S. à l'Exécutif de l'I. C., dans les questions internationales.

Le plénum a décidé de convoquer la prochaine conférence nationale du Parti dans la première moitié d'octobre 1926.

Résolution

I. — Le maintien de l'unité dans notre Parti a toujours été l'objet du souci du Parti tout entier et de ses organes centraux : le C. C. et la Commission centrale de contrôle. Le Parti, Lénine en tête, a repoussé victorieusement toutes les manifestations de fractions, toutes les tentatives de lutte contre le Parti de la part de fractions et de groupes « avec des plates-formes particulières pour s'efforcer de se grouper jusqu'à un certain degré et pour créer leur propre discipline de groupe » (extrait de la résolution du X^e Congrès). Le X^e Congrès, qui s'est tenu dans la période de bouleversement dans la vie du pays et du Parti, dans la période du passage à la N. E. P., adopta une résolution proposée et composée par Lénine sur l'unité du Parti. Dans cette résolution :

« Le Congrès attire l'attention de tous les membres du Parti sur le fait que l'unité et la cohésion dans les rangs, la certitude de la pleine confiance entre les membres du Parti, l'assurance d'un travail vraiment amical et qui incarne l'unité de volonté de l'élite du prolétariat sont dans le moment présent particulièrement nécessaires, car un certain nombre de facteurs renforcent les hésitations au sein de la population petite-bourgeoise du pays. »

Le Congrès insiste plus loin sur :

« La nécessité pour tous les travailleurs conscients de reconnaître clairement la nocivité et l'inadmissibilité de toutes fractions qui amène-

raient inévitablement l'affaiblissement du travail collectif, ce qui permettrait aux ennemis du Parti d'approfondir de plus en plus la scission et de l'utiliser dans des buts contre-révolutionnaires.»

La résolution sur l'unité présentée par Lénine et acceptée par le X^e Congrès du Parti est devenue la directive pour le Parti et tous ses organes dans le maintien de la cohésion parmi ses rangs. Appuyé sur cette volonté du X^e Congrès, le Parti est venu à bout de toutes les manifestations d'activité fractionnelle qui se sont produites jusqu'au XIV^e Congrès. A cette époque, le Parti se trouva de nouveau en présence de nouvelles manifestations fractionnelles de la part de ce qu'on a appelé la « nouvelle opposition ».

Le XIV^e Congrès repoussa résolument les conceptions politiques et d'organisation de l'opposition qui dénaturaient la ligne du léninisme. Néanmoins, le Congrès et le nouveau C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. estimèrent possible et nécessaire d'introduire des membres de l'opposition dans toutes les institutions dirigeantes du Parti et aussi dans le Comité central et dans son Bureau politique. Le Parti espérait que l'opposition, au cours du travail concret, reconnaîtrait et corrigerait ses fautes. On donnait ainsi à l'opposition la pleine possibilité de défendre par les voies normales ses conceptions, dans les cas où surgiraient des divergences d'opinion sur telle ou telle question. Bien que l'opposition ait continué à persister dans ses erreurs, définies par le XIV^e Congrès, et qu'elle ait apporté dans le travail du B. P. et du C. C. des éléments d'intransigeance fractionnelle déclarée, cette défense de ses conceptions par l'opposition à l'intérieur du C. C. ne provoqua, ni au C. C., ni dans la Commission centrale de contrôle, de craintes sérieuses concernant le maintien de l'unité.

II.. — Mais, malheureusement, l'opposition ne resta pas dans sa lutte sur le terrain de la défense légale de ses convictions dans le cadre des statuts du Parti et elle passa, ces derniers temps, à des violations directes des résolutions des X^e et XIV^e Congrès sur le maintien de l'unité dans les rangs du P. C. de l'U. R. S. S. Elle le fit par le moyen de tentatives pour créer une organisation fractionnelle illégale en face du Parti et dirigée contre son unité.

Dans ces derniers temps, le parti fut placé devant toute une série de démarches fractionnelles émanant de la nouvelle opposition. Celles-ci se sont manifestées : dans l'organisation de réunions conspiratives illégales, dans l'impression et l'envoi, aussi bien à Moscou que dans d'autres villes, de documents secrets du Parti, choisis tendancieusement avec l'intention de discréditer la ligne du Parti (ces mêmes documents secrets du B. P. furent diffusés parmi les membres du Parti et ont été reçus par les organisations de Briansk, Saratov, Vladivostock, Piatigorsk, Omsk, Gomel, Odessa, etc.), dans l'envoi d'agents particuliers dans d'autres organisations du Parti pour y créer des groupes fractionnels illégaux (voyages de G. Biéliniski à Odessa pour l'organisation d'une fraction illégale avec son propre chiffre, rendez-vous, etc.).

Il faut reconnaître que tous les fils de cette activité fractionnelle de l'opposition aboutissent à l'appareil de l'Exécutif de l'I. C. à la tête duquel se trouve Zinoviev, membre du B. P. Nous devons mentionner spécialement la réunion fractionnelle illégale dans les bois près de Moscou, qui fut organisée par Biéliniski, collaborateur de l'Exécutif de l'I. C.

et qui constitue une tentative de scission inconnue jusqu'ici dans l'histoire de notre Parti. Cette réunion organisée dans toutes les règles de la conspiration (patrouilles, choix fractionnel sévère des invités, etc.) n'a pas seulement été dirigée par un collaborateur de l'Exécutif de l'I. C., qui en assurait la présidence, mais — ce qui est également inouï dans notre Parti — c'est Lachévitch, suppléant du C. C., qui rapporta dans cette réunion secrète où il invita les camarades présents à s'organiser pour la lutte contre le Parti et contre le C. C. choisi par lui.

Toutes ces entreprises, toutes ces organisations de l'opposition témoignent déjà qu'elle est résolue à passer de la défense légale de ses conceptions à la création d'une organisation illégale dans toute l'Union soviétique, organisation qui s'oppose au Parti et prépare ainsi la scission dans nos rangs.

III. — Cette activité de la nouvelle opposition a provoqué une résurrection des groupes condamnés par le Parti et a poussé ces vestiges pitoyables de groupes hostiles au Parti et consciemment scissionnaires à reprendre, appuyés sur le secours apporté par la nouvelle opposition, leur travail contre le Parti et l'unité. Il fut établi, par exemple, que Mikhaelov, — directeur d'une usine de Moscou, — qui a appartenu autrefois à ce que l'on a appelé « le groupe ouvrier de Miassnikov » (condamné par le Parti il y a trois ans déjà comme groupe contre-révolutionnaire), a polycopié, à l'aide de dactylos sans parti, et répandu dans de vastes cercles, des documents secrets du Parti et a organisé aussi des réunions illégales.

Il est établi que Chougaiév, qui a appartenu autrefois à ce qu'on a appelé « l'opposition ouvrière », condamnée au X^e Congrès du Parti sur la proposition de Lénine, est allé jusqu'à fomenter parmi les spécialistes une agitation hostile aux Soviets et s'est prononcé, dans des conversations avec eux, pour une lutte directe contre le pouvoir soviétique, en utilisant la désorganisation à l'intérieur du Parti qui est à attendre de l'activité de la nouvelle opposition. Enfin Iatsek, qui a été autrefois exclu pour sa liaison avec une organisation menchévique appelée « La Vérité Ouvrière », a pris part à la diffusion de documents secrets de la nouvelle opposition parmi les membres du Parti.

IV. — L'activité fractionnelle croissante de la nouvelle opposition l'a amenée à jouer avec l'idée de deux partis et a accentué à l'extrême les déviations antiléninistes de cette opposition : manque de foi dans les forces du prolétariat et pessimisme à l'égard de la construction socialiste en général et à l'égard de l'édification de l'industrie du socialisme en particulier, tendance à détruire l'alliance du prolétariat et de la paysannerie (des paysans moyens), c'est-à-dire refus d'acceptation du principe qui, d'après Lénine, est pour nous « le principe suprême de la dictature du prolétariat » ; tendance à défendre et à couvrir les déviations ultradroites et qui glissent manifestement au menchévisme (par exemple le groupe Serge Medvediev, l'ancien chef de ce qu'on a appelé « l'opposition ouvrière » et qui a été jusqu'à vouloir livrer notre industrie d'Etat socialiste au capital étranger, et dont l'opposition s'est laissé aller à des discours sur la liquidation de l'I. C. et de l'U. R. S. S., c'est-à-dire sur tous les buts révolutionnaires de notre Parti) ; tendance au bloc, sur le plan international, aussi bien avec l'ultra-gauche du type de Korch qu'avec l'ultra-droite du type de Souvarine qui, exclus de l'I. C., mènent des atta-

ques sauvages contre la dictature du prolétariat dans l'Union soviétiste sous le prétexte d'une soi-disant dégénérescence paysanne à la *koulak* de notre Parti. La nouvelle opposition n'apporte aucune proposition concrète; elle travaille de l'extérieur au moyen de phrases de gauche couvrant un contenu opportuniste de droite, et elle passe à des méthodes de lutte toujours plus inadmissibles conduisant à la scission.

V. — Dans son travail fractionnel, l'opposition ne se borne pas aux cadres de notre Parti, elle fait des tentatives pour impliquer l'appareil de l'I. C. dans la lutte et pour propager par ce moyen dans les autres partis frères, les vues de l'opposition condamnées par notre Parti, préparant ainsi le terrain, afin d'exciter les partis communistes étrangers contre le P. C. de l'Union soviétiste. Il faut remarquer que la première tentative de l'opposition pour passer de la défense légale de ses conceptions à la lutte fractionnelle conspirative a trouvé son expression dans les actes de collaborateurs de l'Exécutif de l'I. C. qui sont en liaison avec Zinoviev, et qui ont essayé de créer dans différents partis de l'I. C. des groupes fractionnels (affaire Gouralski, Vouiovitch). Bien que ce cas ait été condamné par la délégation du P. C. de l'U. R. S. S. à l'Exécutif élargi et par le Bureau politique du C. C., on continue à utiliser l'appareil de l'Exécutif de l'I. C. pour le travail fractionnel (voyage déjà cité plus haut de Biéliniski, le collaborateur de l'Exécutif de l'I. C., à Odessa pour l'organisation d'une fraction ainsi que d'une réunion fractionnelle illégale dans un district de Moscou).

VI. — La nouvelle opposition n'a pas voulu se servir du droit indiscutable de tout membre du Parti de défendre ses conceptions dans la mesure où elles ne s'opposent pas aux décisions prises par le Parti, et au lieu d'exprimer ouvertement et honnêtement ses vues à l'intérieur des organisations du Parti et sur la base de ses statuts, elle a préféré organiser des réunions qui ont été cachées au Parti et à ses adhérents et former une fraction illégale.

Le XIV^e Congrès qui avait offert aux partisans de l'opposition, par leur nomination dans le Comité central et à la Commission centrale de contrôle, la pleine possibilité de défendre leurs conceptions à l'intérieur du P. C., a donné en même temps les instructions suivantes : « *Il y a lieu de mener une lutte résolue contre toute tentative de bouleversement de l'unité du Parti, d'où qu'elle vienne et qu'elle qu'en soit la tête.* » Cette résolution ne fait que confirmer la résolution du X^e Congrès qui a été rapportée par Lénine à l'époque d'une lutte fractionnelle particulièrement accentuée. Le X^e Congrès du Parti a chargé « *le C. C. de réaliser la destruction complète de toutes sortes de fractions* » et il a prescrit « *de dissoudre aussitôt et sans exception tous les groupes formés sur une plateforme quelconque* ». Il a chargé également :

« *Toutes les organisations d'apporter l'attention la plus minutieuse pour que ne soit tolérée aucune manifestation fractionnelle. La non-exécution de cette décision du Congrès entraînera nécessairement l'exclusion immédiate et absolue du Parti.* »

VII. — Le Parti rend responsables de cette lutte fractionnelle tous les adhérents qui y ont participé, mais il doit considérer comme politiquement responsable de cette lutte scissionniste le chef de l'opposition

du XIV^e Congrès du Parti, Zinoviev, membre du B. P. et du C. C. de l'U. R. S. S., dont les partisans prennent la part la plus active au travail fractionnel et qui utilisent l'appareil de l'Exécutif de l'I. C. qui est sous la direction de Zinoviev. Ceci est d'autant plus justifié que pas la moindre tentative n'a été faite par Zinoviev pour condamner ses partisans et se séparer d'eux.

Tenant compte de tout ce qui vient d'être exposé plus haut, le plénum du C. C. et la Commission centrale du contrôle décident :

a) Une pareille situation où la direction réelle de la lutte fractionnelle de l'opposition se trouve dans les mains d'un membre du B. P. et du C. C. ne saurait être supportée et le camarade Zinoviev est exclu du B. P. du C. C. En même temps, tous les membres de l'opposition, sans considération de leur situation dans le Parti, sont avertis que s'ils devaient continuer leur travail pour créer une fraction s'opposant au Parti, le C. C. et la Commission centrale de contrôle seraient dans la nécessité, pour la défense de l'unité du Parti, d'en tirer les conséquences aussi à leur égard.

b) Il est établi que le suppléant du C. C. Lachévitch, en participant activement à la création d'une organisation fractionnelle contre l'unité du Parti a violé et déçu la confiance du Parti, ce qui mériterait son exclusion. Tenant compte de l'activité antérieure de Lachévitch dans le Parti, il lui est infligé un blâme sévère ainsi que l'avertissement que, en cas de tentative quelconque de continuer son travail fractionnel, il s'exclurait des rangs du P. C. de l'U. R. S. S. Sur la base d'une résolution particulière rapportée par Lénine et prise par le X^e Congrès du Parti, Lachévitch est exclu du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. et relevé de son poste de vice-président du Conseil militaire révolutionnaire avec l'interdiction de se voir confier deux ans durant tout poste responsable dans le Parti.

c) Est confirmée la résolution du présidium de la Commission centrale de contrôle prise le 12 juin 1926 concernant les camarades C. A. Biéliniski, I. S. Tchernychev, B. C. Chapiro, N. M. Vlassov, M. V. Vassilieva et K. A. Volguina.

VIII. — L'opposition ouvrière dirigée contre l'unité n'a trouvé jusqu'ici d'aide dans aucune organisation de notre Parti, mais le développement ultérieur du travail fractionnel de l'opposition pourrait mettre le Parti en sérieux danger de scission. Le parti de Lénine ne permettra pas dans l'avenir une scission dans ses rangs et il opposera une résistance absolue à toute lutte fractionnelle.

Il faut que toutes les organisations du Parti, sans permettre de lutte fractionnelle, s'en tiennent strictement dans leur travail pratique pour le resserrement des rangs du Parti, aux instructions suivantes de la résolution du X^e Congrès du Parti, rapportée par Lénine :

« *En même temps que le Congrès charge le C. C. de réaliser la destruction complète de toute intrigue fractionnelle, il déclare que dans les questions qui attirent l'attention particulière des adhérents, comme l'assainissement du Parti des éléments non prolétariens et peu sûrs, la lutte contre la bureaucratie, le développement de la démocratie et de l'initiative des ouvriers, etc., il faut que toutes les propositions concrètes soient examinées avec la plus grande attention et soumises à l'épreuve du travail pratique. Il faut que tous les adhérents sachent que si dans ces questions*

le Parti ne prend pas toutes les mesures nécessaires, c'est parce qu'il se heurte à un grand nombre de difficultés de diverse nature et que le Parti, en repoussant résolument une critique non concrète et fractionnelle, continuera en même temps infatigablement et par tous les moyens — même par de nouvelles méthodes — la lutte contre le bureaucratisme, pour l'élargissement de la démocratie, de l'initiative et pour dévoiler, démasquer et expulser les éléments étrangers qui se sont glissés dans le Parti... »

Le Parti, par le C. C. et la Commission centrale de contrôle, demande à ses organisations de corriger résolument les fautes existant dans leur travail, afin d'intensifier l'activité des adhérents par la discussion approfondie des questions principales du travail du Parti, et afin de les éduquer dans l'esprit des principes du léninisme en combattant contre la mentalité petite-bourgeoise qui se glisse parfois sous le pavillon des phrases de gauche.

IX. — Le plénum du C. C. et de la Commission centrale de contrôle exhortent tous les membres du Parti à la cohésion, à l'unité et à la discipline du Parti, car :

« La condition préalable la plus importante pour tous les succès du Parti bolchévick a toujours été l'unité d'acier et la discipline de fer, ainsi que la véritable unité de conception sur le terrain du léninisme. » (Extrait de la résolution du plénum du C. C. et de la Commission centrale de contrôle du 17 janvier 1925).

Dans la période actuelle de l'édification pratique du socialisme, dans les conditions de la *Nep* et au milieu des dangers provenant des éléments bourgeois à l'intérieur du pays ainsi que de l'encerclement bourgeois qui continue de l'extérieur, cette unité inébranlable du Parti est plus nécessaire que jamais. Dans le domaine de l'édification économique et de l'augmentation du bien-être matériel des masses ouvrières et paysannes, le Parti a remporté des succès considérables. Mais il se rend compte en toute objectivité que ces succès ne sont que les premiers pas et peut-être les plus faciles sur la route vers le socialisme. Il faut encore un travail colossal et extrêmement difficile pour l'édification pratique du socialisme et pour que la situation matérielle des ouvriers et des paysans pauvres soit amenée à un niveau supérieur. C'est pourquoi une cohésion et une discipline encore plus grandes sont nécessaires dans nos rangs prolétariens. De là, la nécessité de conserver et de renforcer l'unité de l'avant-garde prolétarienne, l'unité de notre Parti.

Sans une ferme discipline dans le Parti, sans la subordination de la minorité à la majorité, notre Parti se révélerait incapable de remplir les tâches historiques que lui a fixées la révolution d'Octobre, incapable de conserver et de renforcer la puissance de la dictature du prolétariat et d'assurer ainsi la victoire du socialisme. Le C. C. et la Commission centrale de contrôle expriment leur ferme conviction que notre Parti trouvera en lui assez de forces pour écarter toutes les tentatives de scission et de désagrégation du Parti.

Contre les fractions et contre la lutte des fractions qui empêchent le Parti de diriger le grand œuvre d'édification du socialisme !

Pour l'unité et la cohésion du parti de Lénine !

L'assemblée des fonctionnaires de Moscou adopte les décisions du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S.

Moscou, le 26 juillet, 1926.

Rykov a fait aujourd'hui, à l'assemblée des fonctionnaires des organisations de Moscou, un rapport sur la résolution de l'assemblée plénière du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

Après de vifs débats, l'assemblée approuva à l'unanimité toutes les décisions du Comité central.

La résolution adoptée par l'assemblée des fonctionnaires de Moscou souligne tout particulièrement l'importance de la décision du Comité central sur la question du maintien de l'unité du Parti et de la lutte contre les fractions. L'activité fractionnelle de la nouvelle opposition a, en fait, mené cette dernière à s'écarter encore plus nettement du léninisme et des points de vue qu'elle défendait il y a quelque temps encore et à soutenir idéologiquement les révisionnistes du léninisme : Trotski et autres.

La résolution approuve la décision prise par le Comité central en ce qui concerne les élections aux Soviets en vue de grouper encore plus fortement autour des Soviets la classe ouvrière et la masse principale de la paysannerie — paysans pauvres et paysans moyens — et constate que l'opposition apprécie fausement dans ses thèses les résultats des élections. Les affirmations de l'opposition frisent le pessimisme et manifestent des doutes concernant la capacité du prolétariat à diriger les masses laborieuses de la ville et de la campagne sur la base d'un renforcement croissant de l'alliance entre le prolétariat et la classe paysanne.

Dans l'appréciation des enseignements de la grève anglaise, l'opposition s'est détournée de la tactique juste du front unique et a exigé la sortie du Comité anglo-russe, ce qui eût affaibli incontestablement l'influence de l'Internationale communiste dans les masses ouvrières des pays capitalistes.

La résolution souligne la justesse et l'opportunité des décisions du Comité central quant au rassemblement des céréales et la construction des logements. Elle constate le passage à la réalisation pratique des principes de la démocratie intérieure dans le Parti et demande à l'ensemble du Parti de s'opposer à la création de fractions et à l'ouverture de nouvelles discussions.

◆ ◆ ◆

Télégramme du C. C. du P. C. d'Allemagne au C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.

Après avoir reçu les rapports de la délégation du Comité central du P. C. allemand au Comité exécutif de l'U. R. S. S. sur la séance plénière du Comité central du P. C. de l'Union soviétique, le Bureau politique du Comité central du P. C. allemand décide :

1° Son accord sans réserve avec les décisions du Comité central du P. C. de l'U. R. S. S.;

2° D'appuyer le plus possible toutes les mesures du Comité central du P. C. de l'U. R. S. S. qui ont en vue la défense de l'unité du P. C. de l'Union soviétiste;

3° De confirmer à nouveau les décisions du Comité central du P. C. allemand sur le XIV^e Congrès du P. C. de l'Union soviétiste.

Le Secrétariat du C. C. du P. C. allemand.



Pour l'unité de l'avant-garde bolchévique du prolétariat mondial

L'article ci-dessous a paru comme article de fond dans le Volskwacht, organe du Parti communiste allemand, du 27 juillet, pendant la durée de l'interdiction de la Rote Fahne.

(La Rédaction.)

Les décisions adoptées à l'assemblée plénière du C. C. de l'Union soviétiste contre l'activité fractionnelle de la nouvelle opposition ne peuvent être expliquées d'une façon plus succincte, plus simple et plus convainquante que par les paroles suivantes de Lénine :

« Il est des choses avec lesquelles on ne doit pas plaisanter, l'unité du Parti est l'une d'entre elles. Nous ne devons permettre à aucun prix qu'on joue avec l'unité du Parti. » (Lénine, *Discours au XI^e Congrès du Parti*, 1922).

Le Comité central a pris sa décision après avoir entendu le rapport et la proposition de la Commission centrale de contrôle. Le Comité central, qui comprend plus de 100 membres, a pris cette décision sur la proposition de cette Commission comptant plus de 300 membres, composée dans son écrasante majorité d'ouvriers d'usines et créée par Lénine pour sauvegarder l'unité du Parti.

L'unité bolchévique du Parti n'est pas une unité formelle, mais une unité idéologique, organique, reposant sur la communauté des principes. L'idéologie et les principes ne sont pas des conceptions abstraites que l'on peut changer à volonté, mais la fixation de la ligne de combats politiques et organiques concrets et des mesures qui s'imposent à un organe central dans toute situation concrète.

Le XIV^e Congrès du P. C. de l'Union soviétiste a concrétisé le léninisme dans la phase actuelle de la révolution internationale et dans la situation actuelle de l'Union soviétiste. Il a, sur la base de l'analyse et de l'appréciation des phénomènes économiques et sociaux dans le cadre international, montré le chemin dans lequel le Parti communiste et les masses ouvrières du pays dirigées par lui doivent s'engager pour pouvoir, sur la base de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie et l'appui du prolétariat international, mener à la victoire du socialisme. Ces décisions ont été précédées par des luttes violentes et acharnées. Les divergences d'opinion se sont manifestées non seulement dans la fixation

des méthodes à employer, mais aussi dans l'appréciation des faits, des rapports de forces, des perspectives et des possibilités. Ce Congrès a décidé à une majorité écrasante, et cette décision a créé une situation que Lénine caractérisa par les mots suivants :

« Là où la majorité du Parti a pris des décisions claires et précises, c'est là que réside l'unité des opinions et des actions. » (Lénine, *La violation de l'unité couverte par les cris d'unité*, 1914).

Mais Lénine déclarait également :

« Quiconque s'efforce de convaincre les ouvriers de ne pas appliquer les décisions du Parti, celui-là s'efforce en réalité de désorganiser le mouvement. » La presse bourgeoise et social-démocrate sera bientôt remplie d'échos sur la crise traversée par le P. C. de l'Union soviétiste et l'Internationale communiste. L'extrême gauche et la droite ne manqueront pas non plus de faire entendre leur voix. Mais tout ouvrier quelque peu conscient sait que le Parti communiste de l'Union soviétiste n'est arrivé à la victoire qu'à la suite de toute une série de crises.

Au début de la Révolution, au moment où la fixation des tâches immédiates du prolétariat était à l'ordre du jour, une partie des chefs du Parti s'opposa à ce qu'on adoptât comme but immédiat la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Au lendemain de la défaite de juillet 1917, au moment où les Soviets, sous la direction des menchéviks et des socialistes révolutionnaires, se mirent du côté de la contre-révolution, la minorité du Parti voulait supprimer le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets. »

De même, pendant les luttes qui précédèrent immédiatement la Révolution d'octobre, un groupe de leaders du Parti, sous la direction de Zinoviev, s'opposa aux mots d'ordre de la conquête du pouvoir, contrairement à la décision du Parti.

A l'époque de la paix de Brest-Litovsk, les communistes de gauche et à la veille de la nouvelle proclamation de la nouvelle politique économique, toute une série de groupements d'opposition s'opposèrent à la politique du Parti. Et cela continua en passant par l'opposition de Trotski jusqu'à la nouvelle opposition qui défend un point de vue de nature à ébranler les bases du Parti et de l'Union soviétiste.

Mais de cette crise, on peut aussi dire ce que Lénine disait à l'occasion de la crise provoquée par l'opposition des communistes de gauche à la paix de Brest-Litovsk, à une époque où le danger était certes plus grand que maintenant :

« Nous surmonterons également cette crise. Ni notre Parti, ni notre Révolution ne s'y briseront les reins, bien qu'il y eut un moment où nous en fûmes très près et où cela eût pu se produire facilement. Une garantie que nous ne nous briserons pas les reins, c'est le fait qu'à la place des vieilles méthodes de décision, des divergences fractionnelles, les événements nous ont apporté toutes sortes de nouvelles méthodes avec lesquelles on peut apprendre aux gens où est la bonne voie. Ces nouvelles méthodes, ce sont les leçons des faits, des événements et de l'histoire mondiale. Cette crise ne sera pas guérie par les vieilles méthodes des scissions fractionnelles, mais par la vie elle-même. » (*Discours au VII^e Congrès du Parti communiste russe*).

Certes, la crise n'épargnera pas l'Internationale communiste, mais la guérison de cette crise ne sera pas plus difficile dans l'Internationale

communiste que dans le P. C. de l'Union soviétique. Les éléments de droite ou de gauche représentés par Korch et par Souvarine qui voudraient cuire leur propre soupe au feu des luttes de fraction du Parti communiste de l'Union soviétique ne pourront préparer qu'une joie de courte durée à la bourgeoisie et à la social-démocratie; ils n'exerceront aucune espèce d'influence sur l'avant-garde communiste.

Tous les partis de l'Internationale communiste ont déjà pris position en faveur des résolutions du XIV^e Congrès du P. C. de l'Union soviétique. Ils ont non seulement condamné la nouvelle opposition, mais ils ont approuvé les mesures concrètes concernant l'industrialisation, l'édification du socialisme, les rapports avec la paysannerie. Il n'en a pas été autrement en ce qui concerne la décision du Comité exécutif élargi. *Cette décision sauvegarde non seulement l'unité du Parti communiste de l'Union soviétique, mais aussi l'unité de ce Parti avec l'Internationale communiste et l'unité de l'Internationale communiste elle-même.*



Les résultats de la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.

La séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'Union soviétique a adopté un certain nombre de résolutions extrêmement importantes dont l'énoncé a déjà été publié.

Les travaux de cette séance plénière se sont déroulés dans une situation très compliquée et très particulière. Cette situation est caractérisée par la tension des relations internationales, tant dans le domaine des relations entre l'Union soviétique et les Etats capitalistes, que dans celui de la lutte de classe internationale (offensive du capital contre la journée de huit heures dans un certain nombre de pays, échec de la grève générale en Angleterre, grève des mineurs anglais). La situation à l'intérieur du pays est caractérisée par des difficultés économiques qui, certes, seront surmontées, mais qui, pour ce moment, ne le sont pas encore; par la cessation de la campagne pour les élections aux Soviets et par la discussion des résultats de cette campagne. A l'intérieur de notre Parti, il se produisit, à l'époque où se réunit la séance plénière, toute une série de faits extrêmement importants que notre Comité central léniniste devait apprécier et sur lesquels il devait réagir d'une certaine façon.

La séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle discuta la question de la construction de logements. Cette question n'est pas moins importante pour le prolétariat que celle de la politique des salaires. La gravité de notre crise de logements frappe avant tout la classe ouvrière. En outre, le développement de la vie économique et les intérêts du développement de notre industrie se heurtent, d'année en année, plus fortement, à la crise des logements. Cette partie de notre travail de construction, à savoir : la construction de logements pour les ouvriers, doit être transformée en un front auquel il faut que l'avant-garde prolétarienne consacre le maximum de forces. Aussi la séance plénière décida-t-elle d'accroître les ressources consacrées à la construction de logements et d'apporter à ce travail une activité plus ordonnée et plus méthodique.

La campagne du rassemblement des céréales constitue le nœud où se croisent les forces et les intérêts des différentes classes de la société soviétique : le prolétariat, la paysannerie et le capital privé. La question du rassemblement des céréales au cours de la prochaine période est une question de la plus haute importance économique et politique. Le Parti doit aller à la prochaine récolte complètement préparé, ne pas recommencer les erreurs commises l'an passé et savoir manœuvrer d'une façon juste. Déjà, la séance plénière du Comité central du mois d'avril dernier avait adopté une résolution concernant l'organisation de la campagne du rassemblement des céréales. La dernière séance plénière de juillet a prévu un plan d'orientation pour le rassemblement des céréales fixant la politique des prix, des crédits, de la circulation monétaire, du ravitaillement des produits industriels, liée avec le rassemblement des céréales. Toutes les directives fixées par la dernière séance plénière tendent à tirer de la récolte le plus grand avantage économique possible et à renforcer les positions fondamentales du prolétariat.

La séance plénière a consacré une très grande attention à l'appréciation des résultats politiques de la campagne électorale de 1925-1926. Cette campagne acquiert une importance capitale du fait qu'elle constitue la première expérience d'un emploi relativement vaste de la démocratie soviétique. Cette campagne a été une application pratique de la politique adoptée par le Parti et tendant à l'animation des soviets. La campagne a montré que le Parti a adopté une politique juste et qu'il a fait un pas sérieux en avant dans la voie du renforcement et du développement de la liaison entre les soviets et les masses ouvrières et paysannes.

La séance plénière a discuté à fond les résultats des élections, établi et corrigé les erreurs commises par les organes soviétiques et évoqué avec sang-froid tous les dangers devant lesquels se trouvent le Parti et le Pouvoir soviétique par suite de l'activité croissante des groupements hostiles au régime actuel. Surmonter les difficultés et écarter les dangers qui s'opposent au travail des soviets, c'est maintenir la politique de développement de l'activité de la classe ouvrière, de renforcement de la liaison avec les grandes masses de la paysannerie et de la participation la plus large possible des paysans pauvres et des paysans agricoles au travail des soviets; c'est aussi raviver l'activité des soviets urbains et améliorer la qualité de la direction des soviets par le Parti.

Il faut repousser toute tentative de reviser la politique du Parti tendant à l'animation de l'activité des soviets sous le prétexte de lutte contre les difficultés de cette politique. Abandonner cette politique serait revenir aux méthodes arbitraires de commandement, à la peur des masses, et ce serait faire preuve d'incompréhension devant la nouveauté de la situation et des tâches qui nous incombent; cet abandon mènerait à un encroûtement bureaucratique inouï des soviets et aurait ce résultat que ces derniers commenceraient à travailler dans le vide et cesseraient de jouer le rôle d'organes de liaison avec les masses dont Lénine a parlé.

Il est compréhensible que la politique d'animation des soviets ne peut être appliquée que si l'unité du Parti est renforcée et si les soviets sont sous la direction ferme et unie du Parti. Des hésitations et des ébranlements un affaiblissement à la tête du Parti rendraient impossible la direction du travail étendu et renforcé des soviets par le Parti et augmenterait considérablement les dangers de la période d'animation.

La séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle a discuté également la question de l'unité et de la création

de fractions à l'intérieur de notre Parti, en liaison avec le cas de Lachévitch et quelques autres camarades de notre Parti. La séance plénière était placée en présence du fait de la violation des directives du XIV^e Congrès et des principes organiques directeurs fondamentaux de notre Parti. Elle était placée devant ce fait inouï qu'un petit groupe de camarades dont les conceptions avaient été condamnées par le Congrès, se sont engagés dans la voie d'une action fractionnelle illégale et ont fait un pas vers la scission. La séance plénière bolchévique a réagi de la façon dont Lénine l'a enseignée au Parti. Lénine a combattu impitoyablement contre toutes les manifestations d'activité fractionnelle d'où qu'elles viennent.

La séance plénière devait d'autant plus liquider l'activité fractionnelle de Lachévitch et des autres camarades que cette activité s'était transformée en une action illégale contre le Parti lui-même et son Comité central. Et si le camarade Zinoviev, membre du Bureau politique du Comité central de notre Parti, qui avait été appelé à ce poste malgré son corapport au XIV^e Congrès, s'est décidé à se mettre à la tête du groupe illégal de Lachévitch, si Zinoviev dirigea cette offensive fractionnelle contre le Parti, s'il utilisa l'appareil du Comité exécutif de l'Internationale communiste dans des intérêts fractionnels, s'il ne considéra pas nécessaire de se séparer de Lachévitch et s'il plaça la discipline de fraction plus haut que la discipline du Parti, la séance plénière ne pouvait pas ne pas tirer des conséquences de cette activité scissionniste. C'est pourquoi, dans l'intérêt du maintien de l'unité du Parti et de la liquidation du mouvement fractionnel, elle révoqua Zinoviev de son poste de membre du Bureau politique du Comité central.

L'unité politique de notre Parti est inébranlable. Dans notre Parti, les divergences d'opinion sont possibles et supportables, mais on ne peut absolument pas permettre une activité fractionnelle ni la formation de groupements illégaux. Personne ne pourra ébranler notre Parti. Celui-ci continuera à arborer hautement la bannière glorieuse de l'unité léniniste.



Résolution des fonctionnaires de l'organisation du Parti de la région d'Odessa

A l'occasion de la décision de la séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste de l'Union soviétique sur l'attitude de la nouvelle opposition, une assemblée plénière des fonctionnaires du Parti s'est tenue à Odessa. Le secrétaire du Comité régional, le camarade Markitar, fit un rapport. Aucun des orateurs qui prirent part au débat ne parla pour l'opposition.

(La Rédaction.)

La résolution adoptée à l'unanimité contient, dans son introduction, un aperçu historique des luttes intérieures dans le Parti. Elle constate que, depuis 1917, on a lutté dans le Parti contre la phraséologie gauchiste, pour l'alliance entre les ouvriers et les paysans et pour l'unité

du Parti. La nouvelle opposition ne recule devant aucun moyen dans sa lutte contre le Comité central et contre l'ensemble du Parti. C'est pourquoi la décision du Comité central concernant l'opposition a été trouvée juste et opportune.

« Tout cela se produisit d'une façon attendue. Notre Parti est un organisme vivant qui est lié par mille fils avec le monde extérieur. Il est inévitable qu'il reflète en lui les idées petites-bourgeoises, le trouble et le scepticisme à l'égard de la construction du socialisme.

« Nous savons qu'un certain nombre de représentants du Parti qui ont dirigé les assemblées illégales tenues dans les environs de Moscou, les camarades Biéliniski, Lachévitch, etc., s'efforçaient d'obtenir des liaisons avec notre organisation d'Odessa. Mais ils n'y sont pas arrivés et ils n'y arriveront pas. L'assemblée plénière du Comité régional, les membres de la Commission de contrôle et les fonctionnaires du Parti de la région d'Odessa ont, dès le 11 juillet, lorsqu'ils eurent connaissance de l'activité de ces camarades, nuisible à la cause de la révolution, dénoncé cette activité et décidé de demander au Comité central de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette activité scissionniste.

« Les fonctionnaires du Parti, prenant connaissance, au cours de la séance d'aujourd'hui, de la résolution adoptée par l'assemblée plénière du Comité central et de la Commission de contrôle sur l'unité du Parti, décident, après une discussion approfondie, de se rallier à cette résolution et exigent l'application complète et impitoyable de la décision du XIV^e Congrès vis-à-vis des camarades qui travaillent contre l'unité du Parti.

« Tenant particulièrement compte des difficultés économiques actuelles, l'assemblée condamne les tentatives d'ouvrir une nouvelle discussion, qui aurait pour résultat de paralyser la volonté du Parti et de la classe ouvrière et, par conséquent, d'affaiblir le rythme de la construction socialiste. Le Parti ne se laissera pas influencer par des éléments petits-bourgeois, quelle que soit la personnalité de celui qui les dirige. Ni les capacités de personnalités isolées, ni l'autorité qu'elles possèdent dans le Parti, ni l'estime qu'on leur a montrée jusqu'alors ne peuvent détourner le Parti de la voie léniniste.

« Vive la discipline de fer bolchévique dans notre Parti !

« Vive l'unité du Parti !

« Vive le Comité central léniniste, chef collectif de notre Parti ! »



Le P. C. Tchecoslovaque pour l'unité du P. C. de l'U. R. S. S.

Le Rude Pravo, organe central du Parti tchecoslovaque, s'occupe, dans son article de fond du 29 juillet, des événements qui se sont déroulés ces derniers temps à l'intérieur du Parti communiste de l'Union soviétique. L'article conclut ainsi :

« Le prolétariat communiste tchecoslovaque se place derrière le Parti russe. Il défend son unité et apprend à son exemple que l'unité

du Parti communiste, qui exige, avant tout autre chose, l'intérêt de la classe ouvrière, constitue la première condition pour atteindre le but final, à savoir : la victoire de la révolution sociale, la dictature du prolétariat et son maintien. »



Pour l'unité du Parti communiste de l'Union Soviétique

Le Parti communiste italien et les décisions de la séance plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'Union soviétique.

La question qui domine les mesures prises en commun par le Comité central et la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'Union soviétique, c'est la question de la défense de l'unité organique du Parti. Il est évident que, dans ce domaine, aucune concession ni compromis ne sont possibles, quel que soit le responsable du travail de décomposition dans le Parti et quels que soient les services rendus par lui dans le passé ainsi que sa position actuelle à la tête des organisations communistes.

Si le problème de l'unité organique, politique et idéologique des partis qui luttent encore contre le capitalisme des Etats bourgeois est d'une importance considérable, il est d'autant plus important pour le Parti communiste de l'Union soviétique qui exerce la puissance gouvernementale et organise tout l'appareil d'Etat, particulièrement depuis qu'a cessé le blocus capitaliste avec l'intervention militaire directe et indirecte des pays bourgeois contre l'Union soviétique et que le Parti est placé, sous une forme pressante, devant les questions de la construction socialiste.

On sait, en effet, que le plan actuel de la contre-révolution, en vue de l'anéantissement du pouvoir ouvrier en Russie, consiste à exercer du dehors une pression sur le Parti communiste et à faire naître en son sein des courants de décomposition pour faire sauter la forteresse de la révolution. Dans ces conditions, les luttes intérieures du Parti russe sont beaucoup plus dangereuses que celles qui se produisent à l'intérieur des autres partis de l'Internationale communiste et c'est pourquoi nous sommes d'accord que toute l'Internationale doit se grouper autour du Comité central du Parti communiste pour approuver son énergie et sa vigueur dans les coups impitoyables qu'il lance à quiconque s'efforce de détruire l'unité du Parti.

Par ces mesures, le Comité central de l'Union soviétique défend en fait, non seulement l'avenir de la révolution ouvrière russe, mais également l'une des conditions les plus importantes du succès de la révolution prolétarienne dans les autres pays.



Contre le fractionnisme

(De la ROTE FAHNE de Vienne)

Le Parti communiste de l'Union soviétique a, de nouveau, montré sa grande force intérieure qui lui a permis de prendre et d'appliquer avec une puissance tranquille cette décision importante.

Que nos adversaires au camp de la bourgeoisie et leurs auxiliaires au camp de la II^e Internationale cessent de se réjouir ! L'Union soviétique est plus forte que jamais. Le Parti communiste de l'Union soviétique a de nouveau groupé ses cadres pour l'unité. L'Internationale ne se décompose pas, elle se renforce plutôt et renforce ses sections pour la lutte contre la bourgeoisie. Dans cette lutte, elle débarrasse ses rangs de la peste du fractionnisme et ne recule dans cette lutte devant personne.

Les partis communistes du monde entier marchent de l'avant. Cette marche en avant est historiquement fondée et rien ne pourra l'arrêter. Dans le Parti communiste mondial, toutes les forces doivent être groupées dans une seule direction, dans celle de la lutte léniniste.

Aussi : « A bas le fractionnisme ! Vive l'unité du Parti communiste mondial ! »



Résolution de l'organisation de Berlin-Brandebourg sur la situation dans le P. C. de l'U. R. S. S.

1° La direction de l'organisation de Berlin-Brandebourg et du Lausitz se solidarise complètement avec la résolution du Bureau politique du Comité central du Parti communiste allemand, en date du 26 juillet, sur les décisions prises par l'Assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste de l'Union soviétique;

2° Les décisions du XIV^e Congrès du P. C. de l'Union soviétique, sur la base desquelles le Comité central de notre parti frère de Russie renforce d'une main ferme les bases de la dictature prolétarienne, dans l'Union soviétique, affermissent l'alliance entre les ouvriers et les paysans, poursuivent le travail de construction socialiste, défendent les intérêts de la classe ouvrière du monde entier et relient la lutte révolutionnaire des partis communistes à la défense de la dictature prolétarienne dans l'Union soviétique;

3° En défendant par tous les moyens l'unité du Parti de Lénine et de l'Internationale communiste, le Comité central du P. C. de l'Union soviétique défend non seulement les intérêts de la dictature prolétarienne, mais aussi les intérêts de la classe ouvrière du monde entier, dont la lutte pour la libération est indissolublement liée à la défense de la Révolution prolétarienne en Russie;

4° L'opposition dirigée par le camarade Zinoviev a non seulement violé les décisions du XIV^e Congrès, mais a violé également le principe fondamental du Parti bolchévik en s'efforçant de détruire l'unité du Parti. Les méthodes qui ont été employées par cette opposition doivent être énergiquement condamnées par tous les partis communistes. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de prendre les mesures les plus énergiques contre les scissionnistes;

5° Il faut condamner avec une énergie particulière les tentatives de placer l'appareil du Comité exécutif de l'Internationale communiste au service de la lutte fractionnelle dans le P. C. de l'Union soviétique, comme l'a fait le camarade Zinoviev. Cela ne constitue pas seulement un abus de la confiance des sections de l'Internationale communiste, mais une atteinte directe à l'unité de l'Internationale communiste, l'une des conditions essentielles de la victoire sur le réformisme et la bourgeoisie;

6° L'opposition russe manque de toute attitude de principe. Le seul fait que le camarade Zinoviev, l'un des dirigeants de la lutte contre le trotskysme au cours des années 1923-1924, lutte avec le camarade Trotsky dont l'attitude politique est incompatible avec le léninisme contre la direction léniniste de notre parti frère, prouve que l'opposition actuelle ne peut pas prétendre avoir le monopole du léninisme, car le léninisme n'a jamais été une alliance entre des opinions politiques diamétralement opposées. Le camarade Zinoviev a capitulé devant le trotskysme et il a prouvé par là à tous les partis communistes que la direction de l'Internationale communiste doit être confiée à un chef plus sûr, qui ne dévie jamais de la voie du léninisme.



LE CONFLIT MEXICAIN



L'attention du monde est attirée depuis quelques jours par les événements du Mexique où le gouvernement, que préside Calles, est en lutte ouverte contre le clergé.

Rappelons brièvement, afin de mieux comprendre le sens du conflit, quelques épisodes de l'histoire mexicaine.

De 1810, date à laquelle il s'affranchit de la tutelle espagnole, à 1857, le Mexique ne cessa d'être secoué par des guerres civiles, des insurrections, des prononciamientos qui installèrent au pouvoir une interminable lignée de dictateurs, empereurs, généraux, depuis le généralissime Iturbide, qui gouverna en 1811, jusqu'au président Comonfort, qui prit le pouvoir en 1856.

En 1857, enfin, l'Etat mexicain se donna une constitution sur le modèle de celle des Etats-Unis. Le Mexique est constitué en république fédérative composée de 28 Etats, d'un district fédéral, Mexico, et de deux territoires possédant chacun leur organisation autonome. Dans la république mexicaine, le pouvoir législatif est confié au Parlement, Chambre et Sénat, élu au suffrage universel. Le président de la République, organe du pouvoir exécutif, est élu pour quatre ans par vote direct de la nation.

Cette constitution, que Porfirio Diaz fut le premier en 1874 à vouloir appliquer, malgré les révoltes fomentées au Mexique par les Etats-Unis, fut complétée par le statut juridique de 1917. La constitution mexicaine de 1917 renverse en quelque sorte la conception généralement admise du droit de propriété. La possession individuelle de la terre n'est plus qu'une concession consentie par la collectivité, révocable pour des raisons d'utilité publique et soumise à certaines limitations. Cette idée de la propriété collective du sol se développe de manière catégorique en ce qui concerne le sous-sol. L'article 27 de la Constitution de 1917 dispose qu'à partir de sa promulgation le sous-sol mexicain est propriété d'Etat.

Trois autres articles de la même Constitution concernent les affaires religieuses. Ils impliquent la confiscation des biens ecclésiastiques, l'expulsion des prêtres étrangers, l'organisation des culturelles. L'ensemble de ces articles qui n'avaient point encore été appliqués, le président Calles résolut cet hiver de leur donner force de loi.

L'archevêque de Mexico, inspiré par le Saint-Siège, condamna sur ces entrefaites la Constitution de 1917; le gouvernement ouvrit

une instruction contre le prélat et annonça que les trois articles entreraient en vigueur le 1^{er} août. C'est dans ces conditions que l'agitation a atteint son paroxysme à la veille du 1^{er} août. On notera que le gouvernement Calles n'a pas fermé les églises comme l'ont affirmé certains journaux; ce sont les religieux qui ont pris l'initiative de suspendre le culte.

Telle est sèchement exposée la chronique des événements. Il est difficile encore de prévoir l'issue de la lutte engagée. Il est certain, par contre, qu'elle sera longue, âpre, violente. Essayons d'en dégager la signification et la portée.

Certains ont comparé les difficultés présentes de l'Etat mexicain aux luttes de la *Séparation*, qui passionnèrent l'opinion française il y a vingt années.

Analogie hâtive et bien superficielle. Car la lutte mexicaine n'est point seulement engagée, selon l'expression un peu boursouflée du président Calles, entre « la lumière et les ténèbres »; elle est un épisode du grand mouvement qui soulève l'Amérique latine, mais surtout le Mexique, contre l'impérialisme nord-américain et d'une manière plus large contre la mainmise des puissances étrangères, dont le clergé ne joue ici que le rôle de représentant et de propagandiste.

N'oublions pas en effet que la première révolution mexicaine fut dirigée à la fois contre le féodalisme religieux et contre le joug du conquérant espagnol. Les révolutionnaires de 1810 avaient confondu dans la même réprobation les moines qui introduisirent au Mexique l'autodafé et les vainqueurs d'Espagne qui avaient accaparé les plus riches productions du pays.

Aujourd'hui encore le conflit est politique, national, social autant et plus que religieux. La vraie lutte se poursuit entre le gouvernement national du président Calles et la tourbe des colonisateurs du Mexique : les financiers de Washington et de Londres.

Depuis 1906, ceux-ci poursuivent avec obstination, acharnement et méthode la mise en coupe réglée de tout le pays. A cette époque les premières sources de pétrole avaient été découvertes près de Tampico. Le président Porfirio Diaz imagina alors d'opposer les uns aux autres les intérêts étrangers qui se disputaient leur part d'influence au Mexique. Manœuvrant contre le capital américain, il octroya des concessions de pétrole à une compagnie anglaise la *Mexican Eagle*.

Les Yankees de la *Standard Oil*, répondirent en déchaînant une offensive furieuse contre le Mexique. Rockefeller soudoya une révolte militaire que dirigeait un aventurier nommé Madero. Diaz dut abandonner la présidence. Mais le résultat escompté par l'impérialisme américain ne fut pas atteint. Le Mexique demeure au contraire un des principaux obstacles à l'expansion des Etats-Unis dans la proche Amérique latine. Les Yankees ont pu se rendre maîtres

sinon en titre, du moins en fait, de Cuba, de Porto-Rico, de Panama, de Saint-Domingue, de Haïti. Ils ont échoué au Mexique.

Cependant, la guerre, l'après-guerre ont augmenté l'importance mondiale de la maîtrise des sources de pétrole. L'appétit des Etats-Unis s'en est trouvé surexcité et leur désir s'est accru de se précipiter sur le pays mexicain, premier producteur de pétrole après les Etats-Unis et dont la production représente 15 p. 100 de la production mondiale, constitue 80 p. 100 des exportations totales du pays et fournit 30 p. 100 des recettes gouvernementales.

Ces exploitations pétrolifères sont assez bien réparties en trois grandes régions: la région du nord de l'Etat de Vera-Cruz, desservie par le port de Tampico; la région du sud, dont les pétroles contiennent 8 p. 100 d'essence; la région de Tehuantepec. Les principaux gisements sont reliés par *pipe lines* avec les centres de raffinage situés sur la côte. Ces raffineries ont une capacité totale de production de 465.000 barils par jour.

Or, les capitaux investis dans l'industrie pétrolière mexicaine atteignent 390 millions de dollars, dont 54 p. 100 sont constitués par des capitaux nord-américains et 26 p. 100 par des capitaux britanniques.

Mais en même temps qu'augmentait l'appétit forcené des capitalistes anglo-saxons, une bourgeoisie nationale prenait naissance au Mexique. Cette bourgeoisie ne tardait pas à se cristalliser, à comprendre son rôle, l'importance des richesses de son pays, et à acquiescer la volonté de s'opposer à la mise à l'encan du Mexique à l'internationalisation des productions mexicaines.

C'est un représentant de cette bourgeoisie, dont les intérêts ne devaient pas tarder à se heurter violemment aux intérêts des puissances financières étrangères, qui écrivait, il y a quelques années : « J'ai la conviction que si nous permettions qu'un nouveau billion de dollars étrangers soit investi dans les affaires mexicaines, nous pourrions dire adieu à notre indépendance nationale. Il faut que peu à peu les étrangers remettent à des Mexicains la responsabilité et le contrôle des industries. Sans cela ç'en est fait de l'autonomie de la République. »

Il est indispensable de se rendre compte de cet état de choses pour comprendre les événements actuels. La bourgeoisie mexicaine a voulu créer une économie nationale indépendante. Elle a inauguré une politique de protection économique, et ce faisant, elle est entrée en conflit avec le concurrent yankee, hier encore colonisateur tout puissant.

Déjà, après la chute de Porfirio Diaz, son successeur Madero, l'homme de Rockefeller pourtant, avait été contraint à résister à certaines prétentions yankees. Un autre coup pour l'impérialisme de Washington fut la promulgation de la Constitution de 1917 qui compromit les propriétés de la *Standard Oil*.

Mais pour résister au capital étranger, les présidents mexicains ont dû s'appuyer sur le mouvement ouvrier. Ainsi le développement capitaliste favorisé par la guerre et l'après-guerre a fortifié la conscience de classe des ouvriers.

Sous la pression des masses laborieuses, le gouvernement que présidait Obregon, et qui précéda le gouvernement actuel, dut diriger sa politique à la fois contre le capital étranger et contre la grande propriété foncière mexicaine. Plus caractéristique encore que la politique d'Obregon est le programme de Calles. Un des articles du programme prévoit « d'étroites relations avec la Commission américaine du travail », un autre, l'aide financière au Labor Party et aux syndicats.

Parce qu'ils ont dû s'appuyer sur les masses ouvrières, les gouvernements du Mexique ont, par la force des choses, transformé la lutte religieuse et nationale en une lutte sociale.

Dès lors, son extension cause à Londres et à Washington les inquiétudes les plus vives. L'Angleterre protestante, les Etats-Unis, dont le président se prénomme Calvin, n'auraient jamais songé à courir au secours du catholicisme menacé si, à l'abri des crosses épiscopales, ne s'abritaient les plus puissants intérêts économiques.

Divers facteurs ont empêché jusqu'ici une intervention directe de l'une ou de l'autre des deux puissances anglo-saxonnes : la rivalité qui les met aux prises au Brésil, au Chili, en République Argentine ; l'hostilité profonde des Etats-Unis à voir une puissance européenne intervenir dans les affaires du Nouveau-Monde.

Ces divergences créent pour le mouvement national mexicain des conditions favorables dont il doit savoir profiter.

Certes, le président Calles, la bourgeoisie qu'il représente, sont prêts à tous les compromis. Il est possible, il est certain, que victorieux des nord-américains, ils porteront les coups les plus rudes au mouvement ouvrier (la répression des menées communistes fait partie du programme de Calles).

Mais il reste qu'un mouvement antiimpérialiste ébranle présentement toute l'Amérique latine. Les colonisateurs yankees et la plupart des gouvernements à leur solde ne se maintiennent qu'en appliquant les pires procédés de la terreur blanche.

Le Brésil, pays où se déchaîne une violente lutte économique entre les Etats-Unis et l'Angleterre est en dehors des règles légales. Les journaux ouvriers avancés ne peuvent pas paraître. Les organisations prolétariennes sont dissoutes et ne peuvent pas vivre légalement. La réaction sauvage qui suit les coups d'Etat, les émeutes militaires, fomentées par l'un ou l'autre des deux impérialismes qui convoitent l'Amérique latine, frappe tout particulièrement les travailleurs et les intellectuels indépendants des puissances d'argent. Ils sont jetés dans les cachots ou sur les navires utilisés comme prisons flottantes.

Au Venezuela, plusieurs centaines d'ouvriers et de nombreux intellectuels gisent dans les prisons pour avoir lutté en faveur de l'indépendance de leur pays.

Les rébellions du peuple de l'Amérique Centrale sont réprimées par le sang et par le feu. Il a suffi, il n'y a pas longtemps, que les locataires de Panama se rebellassent contre les propriétaires pour que les rois sans couronne des Etats-Unis envoyassent en hâte des vaisseaux de guerre pour répondre à coups de canon au cri de misère du peuple... en hommage à la doctrine de Monroe !

On se souviendra d'autre part du pogrom organisé contre les travailleurs du nord du Chili, dans les régions du salpêtre, au cours duquel quelques centaines d'ouvriers furent massacrés, leurs organisations détruites, leurs foyers anéantis.

Pour ces travailleurs du continent américain, il n'est d'émancipation possible que dans la mesure où seront battus et chassés les féodaux du dollar et de la livre sterling.

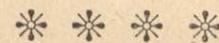
C'est dire quelle attitude doit observer le prolétariat dans le conflit mexicain présent. Sans renoncer à son indépendance de classe, il soutiendra le président Calles et la bourgeoisie mexicaine dans la mesure où ils mènent la bataille contre l'impérialisme étranger.

L'épée dans les reins il les poussera au combat, il leur interdira les compromis, il exigera que la lutte soit élargie, poussée jusqu'à ses conséquences les plus lointaines, menée suivant les méthodes les plus radicales.

Mieux, il doit prendre la direction du mouvement, le lier aux luttes que mènent à cette heure même les prolétaires de toute l'Amérique latine, coordonner, unifier les efforts de tous les opprimés du Nouveau-Monde contre la puissance de Washington.

C'est par la révolution sociale anti-américaine que le peuple mexicain conquerra son indépendance.

Gabriel Péri.



Une brochure de Fritz Adler

Sous le titre : *Enquête des Trade-Unions en Russie*, (examen critique du rapport de la Commission syndicale britannique), la librairie du Parti socialiste a fait paraître en 1925, traduite par Bracke, une brochure de Fritz Adler (parue en allemand à Vienne, en avril 1925).

L'intérêt de cette brochure réside pour nous dans ce fait, que Fritz Adler représente en Autriche et dans l'Internationale, le courant que Bracke incarne dans la S. F. I. O.

Nous pouvons, d'après la brochure d'Adler, juger la position réelle, que, sous le masque du socialisme de gauche, les anciens leaders de la II^e et demie ont vis-à-vis de la Russie des Soviets et de tout le mouvement ouvrier international.

Pour rendre cette brochure encore plus actuelle, le *Combat Social* a pris soin de diffuser en feuilleton des extraits complets de cette brochure (notamment ceux ayant trait aux élections et aux votes dans les Soviets dans le courant du mois de juillet 1926. Pourtant on doit, avant d'en aborder la critique, se demander quelle importance peut bien avoir l'étude d'une brochure parue en 1925 et sur un fait aussi partial que le voyage de la délégation. Il semble qu'il y ait beaucoup d'autres critiques à faire à la gauche socialiste, depuis avril 1925, que celle d'avoir en la personne d'un de ses leaders les plus représentatifs mis au jour une tentative d'éreintement de la délégation des Trade-Unions britanniques.

Une telle façon de voir ne serait pas juste en l'occasion. La brochure de Fritz Adler se trouve être ce que l'on fait de mieux comme perfidie socialiste contre l'unité d'action du mouvement ouvrier. D'autre part, elle éclaire la position internationale de la soi-disant gauche S. F. I. O. En effet, pour donner son plein sens à la manœuvre qu'entamait Adler avec sa brochure contre la délégation des Trade-Unions anglaises, le dépositaire français de la pensée du Maître a cru utile d'y joindre (est-ce de sa propre inspiration ?), un appendice explicite du socialisme autrichien.

Cet appendice, non annoncé dans le titre fait penser à ces scorpions dont tout le venin se trouve dans la queue, et qui sont d'autant plus redoutables qu'ils se cachent avec plus de soin. L'infortuné militant socialiste qui, sur la foi d'un de ses chefs, lira en confiance la brochure d'Adler, avalera d'abord trente pages compactes de critiques sur la délégation des Trade-Unions et sur la situation du prolétariat en Russie. Il y apprendra, sous la plume d'Adler, qu'un véritable socialiste ne doit pas avoir plus de foi dans le rapport des Trade-Unions et des syndicalistes de la gauche anglaise, qu'en celui d'un quelconque Thomas et Anderson, ou d'un agent officiel du Foreign Office (1). Il y lira des coupures de phrases habilement tronquées et rapprochées, dont l'ensemble doit lui suggérer, que ce qui justifie la dictature du prolétariat, justifie la dictature du fascisme de Horthy et de Mussolini (2) et tous les actes de l'impérialisme anglais (3).

(1) Brochure, pages 3 à 10.

(2) Brochure, pages 19 à 23.

(3) Brochure, pages 15 à 19.

Ceci est d'autant plus nuisible, qu'à aucun moment Adler ne cesse de tenir un langage de gauche, de manifester (en paroles), la haine la plus vertueuse contre toutes les forces d'impérialisme, de réaction et particulièrement contre celle du Foreign Office. (A propos, pourquoi n'a-t-il pas dit ces choses aimables à Thomas et Anderson lorsqu'il les vit au Congrès de Marseille ?) Mais de toutes ces critiques, Adler ne tire aucune conclusion pratique, si ce n'est qu'il faut se méfier de la Russie, et de la délégation des Trade-Unions. Voilà notre ouvrier socialiste bien avancé.

Alors notre gauchiste Bracke a ajouté l'appendice constituant la valeur (?) pratique de la brochure d'Adler. Ce sont trois articles, dont l'ensemble forme un tout, non relié ouvertement à la première partie de l'ouvrage. C'est, en dix pages, une étude sur « la vraie et la fausse unité de front » (1).

Cette deuxième partie de la brochure d'Adler, n'est qu'une charge à fond contre la « tactique » du front unique qu'emploient les communistes « pour diviser plus profondément les ouvriers et les utiliser à leurs fins ». Le premier article prétend opposer l'unité de front loyale des socialistes, mise en œuvre sous la direction d'Adler (il nous le dit lui-même) dans les conseils ouvriers d'Autriche, et le piège de l'unité de front proposé par les communistes.

Cependant, un peu plus loin, Adler se réjouit avec un accent de triomphe, qui sonne assez faux de ce paladin de l'unité loyale, à la liquidation de l'influence des communistes. Cela entraîne pour Fritz Adler une conclusion tactique assez inattendue.

« A la fin de 1924, les Conseils ouvriers d'Autriche ont été dissous, cette forme de front unique n'étant plus nécessaire, puisqu'en Autriche le Parti communiste a presque complètement cessé d'exister. »

Quel aveu a échappé là à la plume de Fritz Adler ! Les Conseils ouvriers, organes de lutte non du seul parti social-démocrate, ni du parti communiste, mais de toute la classe ouvrière, y compris les ouvriers chrétiens ou sans-parti, sont pour Adler bons tout au plus à ruiner l'influence des communistes. Le voilà cette fois, loué et préconisé par Adler lui-même, le front unique comme manœuvre, le front unique de la « volaille à plumer » ! Pour le surplus, Fritz Adler ne souffle mot de la situation de la classe ouvrière autrichienne. Le parti communiste seul nécessitait l'existence des Comités d'usine pour la défense du prolétariat d'Autriche. A présent, de l'aveu d'Adler lui-même, le parti socialiste et les syndicats jaunes sont tout à fait suffisants pour assurer l'asservissement à la S. D. N. et à l'impérialisme américain. Nous en donnerons volontiers acte à notre ex-révolutionnaire en nous louant de la force singulière que de pareils aveux donnent à la propagande des communistes pour le front unique. Nous savions déjà que Fritz Adler était un excellent agitateur.

Ces constatations enlèveront malheureusement du poids à la fin de la brochure et aux deux derniers chapitres, où Adler (Fritz) se croit en droit de dénoncer le front unique comme « manœuvre » et comme es-

(1) Brochure, pages 30 à 39. — Articles parus dans *The Labour Magazine* (décembre 1924 et avril 1925).

croquerie au mariage conçue par Zinoviev, dans le seul but de disloquer l'Internationale d'Amsterdam.

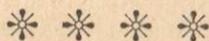
Ces derniers arguments ne sont pas nouveaux.

Après cela nous serons en droit de dire que cette brochure est une preuve de plus de l'activité contre-révolutionnaire des leaders socialistes, fussent-ils de gauche.

A l'époque de la grève des mineurs anglais, dont la cause nécessite l'appui urgent économique et politique de tout le prolétariat organisé d'Europe, le *Combat Social* publie des textes susceptibles de jeter la méfiance sur la légitimité du combat que mènent les travailleurs anglais derrière les leaders de la gauche syndicale anglaise. A l'heure où s'ouvrait la Conférence anglo-russe pour l'unité syndicale, le *Peuple* et le *Combat Social* furent d'accord pour déchaîner une offensive renforcée contre les tendances du mouvement ouvrier mondial, militant pour la reconstitution du front unique de la classe ouvrière; à l'instant où les masses en France voient se poser devant elles les données élémentaires de la dictature prolétarienne sur la bourgeoisie, les écrivains du *Peuple* et du *Combat Social* ne trouvent rien de mieux que de ranimer, contre la Révolution russe, guide et exemple pour les prolétariats du monde, les vieux préjugés étayés de tous les arguments qui, aux yeux de tous les ouvriers, peuvent se justifier d'une apparence révolutionnaire. La brochure d'Adler vient à point pour alimenter ces haines et ces critiques. Partez, Monsieur Adler, vous avez bien mérité des bourgeoisies occidentales.

Le prolétariat, sous votre masque de gauche, saura reconnaître les visages de Kautsky et de Noske. Identifier la révolution victorieuse à l'impérialisme du Foreign Office, et au fascisme de Horthy, qu'est-ce à dire, sinon justifier, au nom de la démocratie, le renversement de l'U. R. S. S. à l'égal de celui des impérialismes bourgeois. Sans oser l'avouer, comme le fait Kautsky, vous justifiez les mitrailleuses de Versailles. Le prolétariat français n'a qu'une réponse à vous faire : « Le Front unique pour le Gouvernement ouvrier et paysan comme dans la Russie des Soviets ».

André Reymond.



LA VIE DU PARTI

Sur la fraternisation

Le camarade Saint-Jacques ayant remis en discussion la fraternisation, j'ai quelques mots à dire, moi aussi, sur ce sujet, d'autant plus que la fraternisation doit rester à l'ordre du jour de notre Parti. La conférence du 2 décembre et l'Exécutif élargi ont reconnu que notre Parti avait commis une faute en imposant, comme condition absolue d'acceptation le front unique, le mot d'ordre de fraternisation.

Objectivement parlant, nous aurions pu toucher de plus larges masses et les entraîner dans la lutte contre la guerre, en n'exigeant pas ce mot d'ordre comme condition de participation parce qu'il n'était pas à la portée de compréhension des masses.

Mais comme mot d'ordre de propagande, la fraternisation était juste. Il n'a pas eu des résultats uniquement négatifs, il en a eu de positifs.

Des cas de fraternisation se sont produits au Maroc et en Syrie. Il y aurait pu en avoir d'autres si notre propagande avait été plus intense, si notre Parti avait eu une politique antimilitariste, si tout notre Parti et non seulement une poignée de jeunes avait mené une campagne antimilitariste-aussi bien parmi les masses populaires que parmi les soldats.

L'insuffisance de notre propagande pour la fraternisation ne nous a pas permis d'avoir les résultats que nous pouvions espérer.

Tout de même avec le mot d'ordre de fraternisation dans la lutte contre la guerre du Maroc, est-ce que notre Parti n'a pas su toucher les masses ? est-ce qu'il n'a pas gagné leur sympathie ?

L'action de notre Parti n'a-t-elle pas commencé à dissocier les forces socialistes ? Des travailleurs socialistes n'ont-ils pas adhéré à nos comités d'action ? Les troupes socialistes n'ont-elles pas forcé, par leur pression, les chefs socialistes à prendre une attitude d'opposition — oh ! bien platonique — contre la guerre du Maroc ?

Car il faut le rappeler, les députés socialistes approuvaient, par leurs votes, la campagne du Maroc, répudiant ainsi la tradition socialiste de Guesde et de Jaurès.

Le 19 juin 1926, le président du Conseil parlant à la tribune de la dignité de la France, qui représente au Maroc la civilisation, déclarait :

« Du progrès, de la discipline des Français au Maroc, dépend l'obéissance d'hommes d'une autre couleur et d'une autre race. »

M. Renaudel ayant reconnu dans le langage du président du Conseil « la parole de la liberté de la flamme de la pensée française », la majorité des députés socialistes consacra, par le vote de confiance au gouvernement, les boucheries mercenaires.

Le 9 juillet, M. Léon Blum venait dire à la Chambre : « Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas voter contre les crédits demandés »

par les ministères de la Guerre et de la Marine pour les opérations de guerre du Maroc. Tous, tant que nous sommes, nous avons trop l'amour de notre pays pour créer des embarras au gouvernement, tous, nous souhaitons le développement de la pensée et de la civilisation française.»

Si les chefs socialistes ont fait un demi-tour à gauche et pris une attitude d'opposition parlementaire, n'est-ce pas sous la pression de leurs propres troupes, eux-mêmes influencés par l'action de notre Parti contre la guerre ?

N'est-ce pas des résultats positifs cela ? Et puis il y a autre chose. Je pose ici la question :

Depuis octobre, nous avons complètement cessé de faire du mot d'ordre de fraternisation, une condition d'acceptation du front unique, nous l'avons même à peu près laissé tomber comme mot d'ordre de propagande ainsi que d'ailleurs celui d'évacuation du Maroc et de Syrie.

Nous nous bornons à une vague campagne pacifiste. Je le demande : avons-nous entraîné de plus larges masses dans la lutte contre la guerre ? Avons-nous su imposer la paix par une action de masses en ne parlant plus de fraternisation dans nos propositions de front unique et presque plus dans notre propagande ?

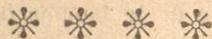
Je demande encore : La guerre du Maroc et de Syrie n'a-t-elle plus d'importance pour notre Parti, alors que les combats continuent, qu'un échec a été essuyé par nos troupes en Syrie, qu'il y a à peine trois semaines, la colonne Freydenberg a été tenue en échec au Maroc pendant trois jours par les Rifains, ce qui est passé sans commentaires dans *l'Humanité* avec un communiqué moins détaillé que celui du *Temps*.

Il serait facile de lier à toute notre campagne contre les plans financiers, qui est le problème politique le plus important pour notre Parti, la lutte contre la guerre du Maroc et de Syrie, puisqu'aussi bien dans ses projets le gouvernement réclame des centaines de millions pour l'entretien des troupes au Maroc et en Syrie; l'impôt sur la sueur ouvrière prélevé avec l'impôt du sang, n'est-ce pas matière à propagande pour notre Parti ?

Vraiment le camarade Saint-Jacques a bien tort de se plaindre. Il semble que notre Parti, découragé ou fâcheusement impressionné par la campagne défaitiste de la droite, ait été contaminé par sa politique passive, négative et funeste.

La fraternisation doit être prêchée plus que jamais dans les masses populaires et l'armée pour qu'elle puisse se réaliser au front extérieur entre les armées combattantes, sur le front intérieur entre prolétaires et soldats le jour ou éclateraient les mouvements de révolte de la classe ouvrière et la répression par les armes que nous annoncent et Caillaux et François Poncet, l'homme des consortiums patronaux.

MICHEL MARTY.



A propos du manifeste du C. C.

(24 juillet 1926)

A mon avis, cette déclaration est inachevée et renferme des formules creuses qui ne sont ni concrètes, ni praticables.

La partie exposant la situation actuelle manque de détails qu'il aurait été nécessaire d'exposer.

Dans ces lignes générales, c'est davantage un texte d'affiche qu'un manifeste. Peu de mots sur les possédants. Nous aurions voulu que cette déclaration souligne la difficulté que le petit commerce rencontre et rencontrera dans les jours qui vont suivre.

La suppression du crédit par certaines maisons de gros ne travaillant qu'à trente jours ou au comptant, fait que les petits industriels et petits commerçants, sans avance d'argent disponible, ne peuvent plus faire face à leurs affaires, pris entre la hausse des matières premières et les prix de vente.

.....
Toutes les charges s'accablent sur la classe ouvrière.

Devant le pain à 2 fr. 70 — 7 fois le prix d'avant-guerre — les salaires n'ont atteint que 4 fois ceux de 1914, grevés encore par l'impôt direct et le prix du loyer qui viennent diminuer leur pouvoir d'achat.

Nous devons parler de la main-d'œuvre étrangère, bafouée par la presse pourrie et honteusement entretenue par le patronat.

Les femmes exploitées dans les industries de luxe dont le salaire varie de 8 francs à 15 francs par jour.

Nous devons préciser également que lorsque nous soutenons le petit possédant — petit commerçant ou petit industriel — nous savons distinguer le producteur rapace qui, devenu un parvenu, sera notre ennemi demain, et le petit commerçant, voleur de la petite propriété, vivant du fruit de son travail. Ces deux points fixent notre attitude auprès des travailleurs honnêtes qui vivent en participant à la production, sur ce que nous pensons des parasites petits possédants aujourd'hui et capitalistes demain. Si nous avions fait cela au cours de notre campagne pour le petit commerce, bien des ouvriers n'auraient pas été dégoûtés et nous auraient compris.

Tout le monde parle de la finance internationale, cette puissance anonyme, et la déclaration du C. C. n'en touche pas un mot. Les journaux fascistes, toute la presse de droite mêle ses hurlements à ceux de la presse de gauche. L'opinion ouvrière connaît le rôle qu'elle joue dans la spéculation sur la baisse du franc. Il est clair que nous devons expliquer que nous sommes contre la finance internationale pour des motifs tout à fait étrangers à ceux de la bourgeoisie. Lorsque les journaux de droite sont contre la finance internationale, ils ne font que reprendre un courant d'opinions dans les masses. Pour des intérêts momentanés, la grosse industrie et leurs banques doivent lutter contre les excès des

banques étrangères. Demain, le pouvoir définitivement assuré, soit fasciste ou démocratique, la finance internationale marchera la main dans la main avec la grosse industrie et fera peser son talon de fer sur la nuque des travailleurs. La finance, la grosse industrie et le haut commerce sont les anneaux de la même chaîne qui entrave la marche du prolétariat.

Etre contre la finance internationale c'est être contre le capitalisme.

Dans cet état de crise, la finance, l'industrie, le commerce, se confondent.

La grosse industrie détient les banques, y spéculé et, dans les journaux, fait croire au danger de la finance internationale. Comme si le danger était si loin.

Assis dans un fauteuil capitonné de cuir, les doigts serrant nerveusement le récepteur téléphonique, le bourgeois monumental de nos temps modernes s'informe de l'état productif de ses usines, communique à Londres ses ordres de vendre ou d'acheter et dicte sa volonté dans un grand quotidien, qui fera d'un gouvernement un ministère déchu.

.....
 Quoi d'étonnant que certains de nos mots d'ordre soient semblables à ceux de la droite ?

Si demain, face à face avec les faisceaux, il nous faut lutter à main armée, nos poitrines, comme celles d'en face, pourraient prononcer le même mot : « En avant ! ». Est-ce que ce serait pour eux comme pour nous le même mot d'ordre ? Non. Nous marcherions pour les vaincre et notre victoire serait leur défaite.

Pourquoi tant d'hésitation à prendre ce mot d'ordre : dissolution.

Le Nouveau Siècle l'a lancé depuis plusieurs semaines. Si nous avons perdu un mois peut-être deux, il n'est pas trop tard. Ce n'est pas parce que le fascisme crie dissolution qu'il nous faut chercher un autre mot d'ordre.

Des camarades disent que c'est vouloir donner de l'importance au parlementarisme et créer l'illusion qu'une Chambre plus à gauche apporterait une meilleure solution à la crise. Ce n'est pas parce que nous aurons dit dans une déclaration : « Ils sont trop nombreux encore ceux qui, écœurés par les trahisons du Cartel et de ses chefs, croient qu'un Parlement nouveau amènerait un changement dans la politique d'exploitation du travail », qu'un travailleur cesse d'avoir cette illusion. Ce n'est pas uniquement « parce qu'une telle mesure (la dissolution) sera pour notre Parti une occasion de dénoncer les responsables du gâchis actuel et de faire le procès d'une prétendue politique démocratique, etc. », que nous devons lancer le mot d'ordre de dissolution, même si cela donne l'occasion de répandre le programme du Parti. Mais parce que l'ouvrier écœuré qui croit qu'un Parlement nouveau amènerait un changement dans la politique d'exploitation, n'est pas dissuadé qu'un gouvernement de gauche (socialiste) avec des chefs énergiques pourrait appliquer rigoureusement un programme lui donnant satisfaction.

Avec le ministère Poincaré nous assistons à la formation du Bloc bourgeois, c'est une vieille formule qui est reprise pour un objectif nouveau. Cet événement est le plus important de la politique française depuis l'occupation de la Ruhr qui avait fragmenté les forces de la bourgeoisie.

En face d'une tentative de reconstitution des forces adverses, le Parti communiste, avant-garde du prolétariat, doit opposer le Bloc ouvrier et paysan. Non pas cette formule électorale, mais le Bloc ouvrier et paysan par le front unique.

Grâce à la trahison des chefs du Cartel, si le gouvernement Poincaré ramène la confiance, ce qui est probable, les décisions prises en faveur de la bourgeoisie par le Conseil des ministres seront exécutées à la lettre par toutes les forces économiques du pays. C'est à ce moment que les ouvriers devront faire face au danger. Nous ne serons pas de trop, communistes et socialistes, pour rallier autour de nous les masses sur des mots d'ordre minimum : conscription des fortunes, échelle mobile, vie chère, chômage, augmentation des transports, des charges municipales, lutte contre la misère, secours aux chômeurs, organisation des chômeurs, etc., en nous réservant de nous étendre sur le programme communiste.

Cette tactique donnera de l'importance aux socialistes, les ouvriers les plus avancés le savent, ils savent également qu'il ne faut pas sous-estimer les influences socialistes particulièrement en province, dans le Nord principalement.

Comment dissuader les ouvriers socialistes ?

L'échec du Cartel d'une minute n'a pas entamé le nombre croissant des sympathisants au P. S. Les chefs ont eu leurs mains souillées avec les traîtres radicaux-socialistes et radicaux, mais le dernier Congrès leur a permis de faire un brin de toilette. Maintenant ces messieurs se présentent devant les masses frais et grimés et en possession d'un programme qui n'a jamais été réalisé.

Il ne tient qu'à nous pour que la social-démocratie s'installe au pouvoir et tente de réaliser son programme. Si notre soutien est nécessaire nous le lui accorderons sur les revendications les plus immédiates de la classe ouvrière. Et les ouvriers qui suivent le P. S. s'apercevront bientôt laquelle de la social-démocratie ou de l'Internationale communiste est le plus fidèle et le meilleur guide de l'histoire.

Considérer le mouvement ouvrier sans tenir compte des mouvements qui se dessinent à notre droite, ne pas admettre qu'il faut à certains moments tenter des rapprochements avec les chefs et surtout avec les masses qui les suivent, c'est une conception fautive qui a déjà été expérimentée.

Lénine a souvent écrit qu'un mot d'ordre devait être clair, précis et compris des masses.

La déclaration du C. C. porte en caractères gras : « tout de suite création d'un syndicalisme de masse dans une seule C. G. T. et front unique de tous les travailleurs à la base ».

Nous demandons au C. C. de nous expliquer comment il entend arriver à la création d'une seule C. G. T. ; ce qu'il pense de l'élaboration des statuts de l'Union régionale de la C. G. T. U., sur le passage concernant la reconnaissance de la dictature du prolétariat.

Voilà bien des choses distinctes n'ayant, pour l'instant, que des rapports lointains. Nous sommes pour un syndicalisme de masse, c'est-à-dire s'appuyant sur les intérêts vitaux de la classe ouvrière. Sans une entente sur des mots d'ordre pratiquement réalisables, nous n'aurons pas de front unique des travailleurs à la base.

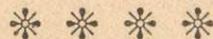
La C. G. T., c'est le Bloc des gauches fortement socialisant; la C. G. T. U., c'est l'influence communiste qui grandit. En adressant à tout le pays les mots d'ordre qui correspondent à la détresse des ouvriers, les ouvriers confédérés nous entendront et les chefs devront bien accepter lorsqu'ils sentiront l'épée leur frôler l'échine.

La mauvaise foi des chefs réformistes ne s'écrit pas dans les textes, elle se démasque dans les actes.

La pression que nous saurons exercer sur les chefs suscitera la poussée que nous devons attendre des masses.

Le 26 juillet 1926.

MARCEL THOMAS.



Sur les mots d'ordre du front unique

La C. G. T. a donné signe de vie récemment (une fois n'est pas coutume) en lançant son manifeste en faveur de la stabilisation.

Il est hors de doute, que ce mot d'ordre obtiendra un certain succès dans la masse, grâce à ses imprécisions voulues.

La stabilisation à tout prix ! Mais comment ?

La masse ne se posera pas cette question, elle répondra : Stabilisation, car elle est avant tout inquiète de l'instabilité des prix de la vie.

Il est évident que si la C. G. T. disait clairement aux ouvriers : « Stabilisation par l'équilibre budgétaire au moyen d'impôts nouveaux, dont vous ferez seuls les frais par un abaissement général de vos conditions de vie, ceux-ci abandonneraient en majorité les chefs réformistes.

Il appartenait en cette occasion à la C. G. T. U. de saisir la balle au bond et de répondre pour obliger Jouhaux à préciser son point de vue : Stabilisation ! Oui. Mais comment ? Quels sont vos moyens ?

Nous vous proposons d'agir en commun pour la stabilisation. Voici notre programme :

Lutte contre les impôts retombant sur la classe ouvrière;
Nationalisation des banques, chemins de fer, etc.;
Impôts fortement progressifs sur le capital;
Annulation des dettes interalliées (le cas échéant).

De cette façon, les chefs réformistes auraient été obligés de refuser en précisant leur point de vue sur la stabilisation, ou bien ils auraient accepté et une campagne commune ou non aurait pu s'engager sur cette base.

Il est évident que dans cette campagne les communistes auraient dû empêcher la création d'illusions sur l'emploi de ces moyens de stabilisation par un gouvernement bourgeois et que la conclusion aurait été : « Seul un gouvernement ouvrier et paysan sera capable d'opérer cette stabilisation sur le dos du capitalisme en employant les moyens préconisés et même plus si possible.

Maintenant, il est regrettable que nous n'ayons pas soutenu davantage la « stabilisation » comme mot d'ordre général du Parti, mot d'ordre aboutissant à la nécessité de lutter révolutionnairement; que le Parti ait lancé en premier lieu le mot d'ordre du salaire-or au lieu de l'échelle mobile, qui doit être présentée comme un palliatif en attendant la stabilisation.

Il est plus regrettable encore d'avoir embarqué la plus forte fédération de la C. G. T. U. sur cette galère. Cette organisation, la fédération des cheminots, n'a pu s'en tirer qu'en attrapant la perche de l'échelle mobile tendue par la fédération confédérée qui s'en mord les doigts aujourd'hui.

Les militants de cette fédération, et j'en suis un, pour se défendre devant la masse des accusations réformistes qui disent que nous n'avons pas de programme et que nous avons dû nous servir du leur, doivent encore défendre le programme salaire-or, base dollar, qui avait été établi et montrer qu'il est supérieur à l'échelle mobile en période d'inflation rapide. Ils doivent également déclarer que ce programme n'est abandonné que provisoirement en faveur de l'échelle mobile (qui est présentée de telle façon qu'elle menace de devenir une échelle fixe). Nous expli-

quons cet abandon comme une preuve de notre désir de réaliser le front unique, même au prix de concessions.

Des concessions pour se tirer d'un mauvais pas, on en ferait tous les jours. C'est une solution élégante, mais provisoire, et il faudra trouver une solution définitive.

J'ai exprimé mon point de vue sur l'aboutissant révolutionnaire du mot d'ordre « *stabilisation* » ainsi que sur « *l'échelle mobile* », palliatif auquel le capitalisme nous oblige à recourir en refusant de faire la stabilisation à ses frais. Je vais dire ce que je pense du mot d'ordre : « salaire-or ».

Quand la fédération des cheminots chargea une commission spéciale de mettre debout un programme de salaire, j'émis à ce moment-là l'opinion que le mot d'ordre du salaire-or était prématuré.

Depuis, je me suis aperçu qu'il n'aboutissait à aucune solution révolutionnaire.

Pourrons-nous dire aux ouvriers : « Prenez le pouvoir pour avoir le salaire-or ? »

Je ne le pense pas.

Il faudra dire : « Prenez le pouvoir pour faire la stabilisation par les riches ».

On a accusé les fascistes de faire de la démagogie en lançant ce mot d'ordre. Je crois que cela est faux. Ce mot d'ordre est évidemment inspiré par la grosse industrie, qui veut profiter de l'inflation jusqu'au bout, en mettant les ouvriers de son côté derrière le « fascisme ».

Au bout de l'inflation, il y aura évidemment une stabilisation au moyen d'un plan Dawes quelconque.

Un double résultat sera acquis : Annulation de la dette intérieure et rejet dans le prolétariat de la catégorie des petits rentiers, commerçants faillis, paysans ruinés, etc.; exploitation renforcée de la classe ouvrière, qui sera écrasée à son tour après avoir laissé battre et dépouiller les classes moyennes.

En résumé, en période d'inflation rapide, quand l'échelle mobile devient insuffisante et ne peut plus fonctionner, le mot d'ordre du salaire-or ferait le jeu du « fascisme », empêcherait la formation du front unique de la classe ouvrière et des classes moyennes, en un mot empêcherait de lutter pour la prise du pouvoir, dans une situation favorable objectivement, parce que notre tactique aurait empêché le facteur subjectif de se former.

Le mot d'ordre du salaire-or ne peut que faire le jeu de la grosse industrie, son application lui permettrait d'opérer une partie de la « stabilisation » en annulant la dette intérieure, c'est-à-dire sur le dos des classes moyennes, avec la complicité du prolétariat.

Il nous empêcherait de profiter d'une situation révolutionnaire pour lancer le mot d'ordre de la prise de pouvoir.

Il importe au contraire de lutter pour la « stabilisation » et de montrer ce qu'il y a exactement derrière le mot d'ordre du salaire-or. Empêcher l'unité d'action de la classe ouvrière, d'une part, avec les classes moyennes, paysans compris d'autre part, pour les battre séparément.

Je crois que la direction du Parti a compris cela, car elle paraît avoir abandonné le salaire-or, mais il faut qu'elle lutte maintenant contre ce mot d'ordre et qu'elle ne craigne pas de reconnaître l'erreur commise, ainsi que l'a fait la fédération des cheminots.

A. THOMAS, de la cellule de la gare de Valenciennes.

Organisons les femmes

La Commission féminine centrale nous transmet, aux fins d'insertion, quelques extraits d'un rapport de notre camarade Cogez, le reste ayant un caractère confidentiel. Nous pensons qu'il y a là de quoi alimenter une discussion.

« ... Quel a été le résultat obtenu pour l'organisation des femmes dans le courant de l'année qui vient de s'écouler ? Avouons-le, négatif. Le mot d'ordre actuel reste celui de l'année dernière : aller aux ouvrières des usines d'abord, et un peu chez les ménagères. Si cela n'est pas déclaré ouvertement, la façon dont on procède le laisse supposer. Je pense que nous devrions dire : aller beaucoup plus aux ménagères, car c'est là le point de départ de l'organisation des femmes.

« Combien de femmes au Parti, combien d'ouvrières d'usine, combien de ménagères ?

« Pour l'Ouvrière, combien de lectrices des usines, combien de ménagères, recensez-les également et vous verrez. Dans l'ensemble, j'en suis persuadé, c'est le chiffre des ménagères qui sera le plus important. Voyons l'exemple de la Norvège : il n'y a dans le Parti, là-bas, qu'un petit nombre d'ouvrières et pourtant il y a de nombreuses usines (textile, conserves, chocolat, tabac, etc.) mais seulement on y emploie, comme en France, un grand nombre de jeunes filles qu'il ne faut pas penser organiser politiquement.

« Comment arriver à ces jeunes filles ? Il faut toucher les ménagères, c'est-à-dire leur mère. En Norvège, les femmes du Parti sont sur la bonne voie quand elles nous signalent le travail de la première Association de ménagères créée à Bergen; elle est venue en aide aux ouvrières de conserves qui étaient en grève en organisant des collectes, etc. Alors la liaison pouvait s'établir entre la ménagère et l'ouvrière d'usine. Les mères de ces jeunes filles pouvaient alors les faire adhérer au Parti ou au syndicat. Tenir la main ensuite pour que cette liaison ne se brise plus, à seule fin que la ménagère devienne la gardienne, ou plutôt la protectrice de sa camarade à l'usine, brimée à tout instant par un patronat sans scrupule et parfois satyre.

« Nos camarades de Norvège nous disent, plus loin, qu'elles vont dans les cités, musique en tête et chantant l'*Internationale*; un orateur prend la parole, immédiatement les femmes l'entourent et le journal se vend. Ceci ne ferait pas mal en France quand on pense aux ménagères, briseuses de grève. Ne devrions-nous pas procéder ainsi, en France, pour atteindre nos trois millions de femmes en usines. Je dis carrément, oui ! Et surtout, que l'on ne vienne pas dire démagogiquement que c'est la politique en famille, cela, car je demanderai : apportez-nous des résultats. Pour ma part, j'en apporterai dans mon rayon avec mon point de vue.

« Donc, apportons plus d'attention à l'organisation des ménagères. Que l'on ne s'illusionne surtout pas, avec les résultats obtenus en Russie, quand on pense aux 25.000 ouvrières occupées en 1921, à l'étude des soviets, des syndicats, et de coopératives, qui sont aujourd'hui des militantes dans chaque usine. Chez nous, il n'y en a pas toujours une par région. Après notre révolution, alors je serai le premier à crier : Aux

usines, aux usines ! Je le crierai également quand nous aurons su donner à nos camarades des usines l'aide nécessaire à leur action. Franchissons l'étape, créons la liaison, établissons un plan d'action, faisons fonctionner des commissions dans les régions et rayons, désignons des responsables dans les cellules et les localités, formons des cadres d'agitation, etc.

« N'attendons pas plus longtemps et voyons l'ensemble des difficultés de l'organisation de la femme. Ne nous illusionnons pas après une conversation particulière d'une ouvrière d'usine prise à part. C'est souvent l'espoir d'abord, *toujours l'impuissance ensuite*.

« Au contraire, la ménagère peut rendre service auprès de son compagnon en le poussant à s'organiser au lieu de le retenir. Elle peut guider ses fils à l'usine, à l'armée. Elle soutiendra ses filles exploitées, insultées et méprisées, elle agira dans sa localité contre le cléricisme, dans sa coopérative, sur les marchés. Elle aidera aussi, comme l'ouvrière d'usine, à l'édification de la société nouvelle, elle sera avec nous dans l'action.

« Elle est une partie du prolétariat, elle est une partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Malgré les apparences momentanées, demain elle se réveillera. Aussi organisons-la d'urgence. »

Mise au point

Il est bien entendu que cet article exprime la nécessité d'organiser les ménagères avec plus d'insistance que cela n'a été fait, mais cela ne veut pas dire que je demande que l'on abandonne les ouvrières. Au contraire, là où des ménagères seront organisées immédiatement elles ont comme objectif principal, les usines.

Il se peut que dans certaines régions, quelques camarades femmes soient organisées dans les usines. Là, immédiatement, la liaison doit s'établir. Dans ce cas on peut craindre des déviations, mais cela n'existe pas où une commission féminine de rayon fonctionne, qui a tout le contrôle de cette question.

J. COGEZ, rayon de Douai (Nord).



Réponse de la Commission féminine

La Section féminine centrale veut répondre au camarade Gogez et réfuter quelques-uns de ses arguments.

Elle est d'accord avec lui pour reconnaître que jusqu'ici le travail parmi les femmes n'a donné que des résultats tout à fait insuffisants. Mais elle diffère totalement d'avis lorsque notre camarade affirme que la thèse du Parti c'est aller aux ouvrières d'usines d'abord, un peu chez les ménagères ensuite.

Que notre camarade nous permette de lui dire qu'il commet là une erreur d'interprétation complète.

Certes, nous avons dit que nous devons chercher à atteindre les femmes travailleuses, inorganisées pour la plupart, alors qu'elles ont à se

défendre comme ouvrières; car nous pensons que les femmes sont comme leurs compagnons, lorsqu'elles sont groupées sur le terrain syndical, elles se trouvent déjà sur le chemin qui conduit au Parti.

Notre camarade considère qu'à l'espoir que fait naître une conversation avec une ouvrière d'usine, succède toujours la *déception et la certitude de l'impuissance*. Cette affirmation nous surprend dans la bouche d'un communiste et nous nous demandons de quels arguments notre camarade se sert pour sa propagande.

Il est bien certain que si, dès l'abord, on demande à une ouvrière de venir au Parti, on a toutes les chances d'essuyer un refus ou d'exciter sa méfiance. C'est pourquoi nous voulons d'abord qu'on l'amène au syndicat, où, en même temps qu'elle y défendra ses intérêts elle se familiarisera avec l'idée de l'organisation sur le terrain de la lutte de classe.

Ce travail que nous considérons comme primordial, qui fait d'ailleurs partie des tâches du Parti, ne saurait exclure celui qu'il y a lieu d'entreprendre auprès des ménagères. Les deux formes d'action doivent être menées de front; mais il faut savoir y adapter des méthodes qui, en tenant compte des circonstances locales, sont susceptibles de donner les meilleurs résultats.

Rien ne peut mieux expliquer notre façon de comprendre l'action auprès des masses féminines, que de rappeler ce qui est fait dans le Pas-de-Calais. Dans ce département, les femmes sont surtout des ménagères; seules des jeunes filles sont occupées sur le carreau des mines et travaillent par conséquent au dehors.

Sous l'impulsion de quelques camarades actives, les ménagères ont été intéressées à notre journal, puis organisées dans les groupes des *Amies de l'Ouvrière*.

Ces groupes qui ont d'abord pour but de faire connaître l'*Ouvrière*, de la diffuser et de créer autour d'elle un noyau de sympathisantes, sont autant de groupes de propagande et d'éducation; ils peuvent, en outre, sur le terrain local, devenir des groupes d'action.

Certains d'entre eux, dans le département cité plus haut par exemple, prenant prétexte de la vie chère, des revendications des femmes au point de vue municipal, etc., organisent des réunions publiques et des manifestations. Tout ce travail, en amenant les femmes au Parti, a encore pour résultat de le faire connaître et de rendre son action sympathique.

Pour conclure, il ne s'agit nullement, en ce qui concerne la propagande auprès des masses féminines, de délaisser l'organisation des ménagères Ouvrières et ménagères, il nous faut les conquérir toutes en même temps; nous n'avons pas le loisir d'attendre d'avoir gagné les unes pour entreprendre la conquête des autres.

En tout cas, tout ce travail de propagande et d'organisation doit être accompli par tous les communistes, sous le contrôle étroit des commissions féminines et du Parti lui-même.

La Section féminine centrale.



Courte réponse à Saint-Jacques

Dans deux articles qui suintent l'opportunisme et la prétention à chaque ligne, Saint-Jacques vient de démontrer que son confusionnisme légendaire ne faisait qu'augmenter.

Le dernier Comité Exécutif Elargi de l'I. C. et le Congrès de Lille ayant approuvé la politique coloniale suivie par le Parti depuis le V^e Congrès mondial, je me bornerai aujourd'hui à apporter, pour les camarades du Parti, quelques précisions sur certains passages des articles de notre « opposant systématique », en m'abstenant de répondre aux injures adressées à notre Parti et à ses membres par un habitué de ce genre d'exercice.

Pour un communiste, la plus grande honte est de voir la bourgeoisie ou ses agents reprendre ses arguments pour lutter contre le parti. C'est ce qui arrive à Saint-Jacques dont un des « papiers » vient d'être utilisé par le *Peuple*. Mais cela lui importe peu, sa vanité est satisfaite puisque l'on a causé de lui.

L'Exécutif Elargi avait demandé aux signataires de la lettre des 250 — Saint-Jacques était du nombre — de « dire clairement s'ils abandonnent leurs conceptions fausses sur certaines questions tactiques importantes ». Saint-Jacques répond en continuant à exprimer le point de vue de la droite sur le soi-disant abdelkrimisme du Parti, sur la fraternisation, sur le plébiscite alsacien-lorrain et sur la grève générale du 12 octobre. Le caractère social-démocrate des opinions de la droite sur ces questions est suffisamment expliqué dans la résolution de l'Exécutif pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'étendre à nouveau ici à ce sujet. Aussi, je me contenterai pour réfuter l'argument de l'insuccès de la fraternisation, de rappeler quelques-uns des cas qui ont été portés à notre connaissance :

1925. — Deux bataillons de la légion étrangère passent avec armes aux Rifains.

Fin juillet, un bataillon de 600 hommes qui occupait un poste passe aux Rifains après avoir massacré les officiers. Ce bataillon appartenait au 61^e Régiment de tirailleurs marocains, et revenait de la Ruhr.

Commencement août, une section de tirailleurs algériens composée de 30 hommes, 1 sergent et 3 caporaux en fit autant.

Révoltes de postes : officiers ligotés et soldats refusant de se battre. Quelquefois, désertion de postes entiers.

Révoltes à bord du *Courbet* et du *Paris*.

A Bierte : le *Strasbourg* refuse d'appareiller pour le Rif.

Le 35^e R. I. à Belfort, doit retarder son départ de 8 jours pour le Maroc.

Au 159^e R. I., de Besançon, le colonel ne répond pas de ses troupes.

A Saint-Denis, deux bataillons du 5^e R. I., sont reconnus inutilisables par le commandement.

1926. — *Syrie*. — A Rachaya, un bataillon dépose les armes.

A Brest, le départ du *Sakalave* et de l'*Arabe* doit être retardé de 3 jours, celui du *Mulhouse*, de 8 jours.

Affaire du *Metz* à Oran.

Cela seul suffit pour juger le sérieux des informations de Saint-Jacques et le fondement de ses critiques.

A propos des mouvements nationaux, Saint-Jacques se surpasse; il est vrai qu'il n'en est plus à une contradiction près. Dans le même article, il accuse la direction « d'avoir soutenu un chef féodal », puis (chose qui n'existe que dans l'imagination de notre redresseur de fautes) de s'être efforcée d'établir que « l'émancipation nationale ne pouvait être que l'œuvre d'une bourgeoisie indigène », point de vue difficilement conciliable avec la position de soutien prise par le Parti à l'égard du mouvement rifain !

Quant à la division des mouvements nationaux, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle est fantaisiste. En effet, notre néo-marxiste, oublie qu'un pays ne passe pas automatiquement du régime féodal au régime capitaliste, et que dans le processus de cette transformation, le capitalisme revêt des formes transitoires, laissant subsister des formes incomplètes des deux économies qui ont leur reflet dans les couches sociales du pays. En outre, dans ses deux premières catégories (féodale et bourgeoise) il semble sous estimer l'importance de la participation des masses au mouvement national, et oublier que si les féodaux et la bourgeoisie marchande, agraire, financière ou industrielle, peuvent être les « pionniers » du mouvement de libération nationale, le succès du mouvement dépend des masses paysannes et ouvrières qu'on y entraîne.

Ce n'est pas tout. En écrivant au sujet de l'Algérie et de la Tunisie que le « mouvement ouvrier et populaire qui est subordonné aux libertés individuelles et nationales, exprime parfaitement le mouvement national », Saint-Jacques montre qu'il est adversaire du soutien du mouvement national bourgeois, et c'est cette attitude, et non celle de Parti, qui mène à l'« assassinat » du mouvement révolutionnaire de ces colonies. En cela il rejoint les social-démocrates d'Algérie et de Tunisie, qui nient la nécessité de grouper contre l'impérialisme français, autour du programme de l'indépendance nationale, les différentes couches de la population, intellectuels, bourgeois progressifs, artisans, paysans et ouvriers, et refusent d'appuyer les partis ou les groupes nationaux bourgeois luttant dans ces pays contre l'impérialisme français. On reconnaîtra qu'il y a vraiment peu de communisme dans cette conception.

Pour s'éviter la peine de démêler les fils embrouillés de la politique coloniale, Saint-Jacques simplifie : plus d'antagonisme entre Etats impérialistes au sujet des possessions coloniales; une « politique d'unité » a triomphé de la politique passée de rivalités ! Il prend des vessies pour des lanternes, des accords provisoires pour la fin des contradictions, et perd de vue la lutte que mènent les impérialismes pour la possession des zones d'influences, des sources de matières premières et des marchandises. Il n'y a qu'à apporter un peu d'attention à ce qui se passe en Chine, en Asie Centrale, en Abyssinie, dans le bassin méditerranéen et dans le Proche-Orient pour comprendre que cette lutte accentue les rivalités entre puissances impérialistes et augmente en définitive les dangers de nouvelles guerres.

« On ne doit jamais parler de corde dans la maison d'un pendu » dit un proverbe, dont Saint-Jacques aurait bien dû s'inspirer avant de parler des « affirmations émises par des prétentieux ignorants », car ce jugement s'applique parfaitement à lui. Qu'on en juge par ce qui précède et par son deuxième article. Avant de qualifier de « bourde » le schéma de conférence, Saint-Jacques aurait dû étudier le repli espagnol du début de 1925. Quant au détroit de Gibraltar et à son importance dans la ques-

tion marocaine, nous le renvoyons aux accords franco-britanniques du 8 avril 1904 et franco-espagnol du 7 octobre 1904 et 27 novembre 1912, qui pour garantir le libre passage du détroit faisaient « obligation aux signataires » de ne pas laisser élever des fortifications sur les parties de la côte marocaine comprise entre Mellila (qui n'est pas non plus en face de Gibraltar) et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sebou (qui ne sont pas plus en face de Gibraltar). Lorsque dans un article signé Saint-Jacques paru dans le *Bulletin communiste* du 25 décembre 1925, on a qualifié la Syrie de « pays par excellence de la petite propriété », quand dans une réunion d'information, on a dit que « le Nil se déversait dans le canal de Suez » on a au moins la pudeur de se taire et de ne pas s'efforcer de donner des leçons aux autres, en s'essayant au petit jeu facile de reprendre dans un long discours quelques mots ou même de prélever une ligne là, une autre plus bas qui parle de choses différentes et de les accoler.

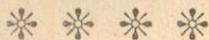
On me permettra de rire de la prétention de Saint-Jacques de parler au nom des coloniaux. Il m'oblige à lui rappeler une motion des camarades coloniaux du Parti présents à l'Assemblée générale d'information du 12 mai à Paris qui, après avoir déclaré être « en complet accord avec la politique générale du Parti dans le domaine colonial », se sont désolidarisés de lui par le passage suivant :

« D'autre part, ils déclarent que si un ou plusieurs camarades ne « sont pas d'accord sur la politique générale, l'ensemble des camarades coloniaux déclinent toute responsabilité et n'entend nullement se « solidariser avec les camarades en désaccord avec le Parti et l'Internationale. »

Fidèle aux décisions de certains de ses amis politiques, Saint-Jacques pratique la politique du pire. Cessant toute activité au parti, (voir l'article de Citerne, *Cahiers du Bolchévisme*, n° 54), il se borne à le critiquer, à l'attaquer et à spéculer sur les divergences de quelques camarades coloniaux au sujet d'une question d'organisation. Qu'il se détrompe, il n'arrivera pas à ses fins. Malgré lui, notre collaboration avec les éléments vraiment coloniaux et vraiment communistes devient plus effective et nous sommes décidés à combattre tous ceux qui, *systématiquement, pour des satisfactions personnelles*, chercheront à empêcher qu'elle devienne *de plus en plus étroite et de plus en plus profitable au Parti*.

P. CELOR

(Commission coloniale Centrale).



Le Gouvernement ouvrier et paysan

Depuis le manifeste du Comité central du P. C. F. lançant le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan parmi les masses travailleuses de ce pays, il est nécessaire de préciser et de diffuser ce mot d'ordre, mais surtout de bien l'expliquer aux masses ainsi qu'aux membres du Parti, si nous ne voulons pas tomber dans les fautes opportunistes; exemple: gouvernement de Saxe en 1923.

Le troisième Congrès de l'Internationale communiste, imprégné de la claire pensée de Lénine, lança le mot d'ordre : « Allez aux masses », mot d'ordre juste pour les partis communistes. Cela permit d'accentuer en France le travail dans les syndicats et dans toutes les organisations de masses où un parti doit pénétrer, et surtout rapporter les mots d'ordre justes, pour entraîner ces masses vers un but révolutionnaire : la prise du pouvoir par le prolétariat.

De larges masses restent sous l'influence de la social-démocratie, le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste précisa la tactique des partis dans la conquête des masses. La tactique du front unique rencontra une grande opposition, à la suite des trahisons répétées, tant dans le domaine politique que syndical, où la scission était encore présente à la mémoire de tous.

Petit à petit, les partis comprirent la justesse de cette tactique; d'ailleurs cela permit la formation de grands partis. La lutte devenant de plus en plus aiguë entre les classes, les masses comprirent, par-dessus les chefs social-démocrates, cette nécessité du front unique pour battre la bourgeoisie.

Le V^e Congrès de l'I. C., devant les fautes commises par divers partis, précisa d'une façon claire la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier, allié du front unique, pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

Pour les partis faibles, cela peut être dangereux, s'il n'y a pas parmi les masses et à l'intérieur du Parti même, un clair exposé de notre tactique et surtout de notre but; car un but précis évite de tomber dans l'opportunisme de droite ou dans la réaction gauchiste, sa sœur.

En France, où la situation devient de plus en plus critique, où deux clans se disputent pour décider à quelle sauce sera mangé le prolétariat, nous devons étudier ce que la bourgeoisie de droite ou de gauche propose pour faire supporter au prolétariat toutes les charges que la guerre et l'après-guerre ont léguées aux nations victorieuses.

Deux solutions sont en présence dans ce Parlement pourri, où s'affrontent, derrière des rivalités de banques, le Cartel et l'ancien Bloc national.

Que propose le Cartel pour résoudre la crise ? La stabilisation du franc sur le dos du prolétariat. Comme l'a dit Caillaux, ce sera la « grande pénitence ». Mais il a oublié une chose: c'est que cette pénitence ne s'exercera que sur le prolétariat; c'est la politique du pain sec.

Que propose l'ancien Bloc national ? L'inflation, pour permettre aux de Wendel, du Comité des Forges, de pouvoir exporter. Rappelez-vous la misère du prolétariat allemand pendant l'inflation.

Au-dessus de ces appétits servis par la social-démocratie d'une part, et la réaction d'autre part, que dit le Parti communiste ? « Gouvernement ouvrier et paysan », qui est la déduction de la tactique du front unique. Cela est juste. Le mot d'ordre du « Gouvernement ouvrier et paysan », est, pour l'Internationale Communiste, traduit dans la langue de la révolution, dans la langue du peuple, la dictature du prolétariat. La formule du Gouvernement ouvrier et paysan, née de l'expérience de la révolution russe, n'a été et ne peut être qu'un moyen d'agiter et de mobiliser les masses en vue du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration du régime soviétiste. Pour former un gouvernement véritablement ouvrier et paysan, il faut avant tout renverser la bourgeoisie qui, actuellement, détient le pouvoir; abattre et mettre hors d'état de nuire la bourgeoisie, réprimer sa résistance et créer les prémisses réelles d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan, tout cela n'est possible que par le soulèvement armé du prolétariat, entraînant les meilleurs des paysans et des travailleurs dans la guerre civile.

Par la tactique du front unique, il faut entraîner les ouvriers dans des combats économiques, premiers pas pour la lutte politique. Il ne faut pas entretenir l'illusion des masses dans les réalisations problématiques du Cartel, mais répandre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan qui, en aucun cas, ne peut être pour les communistes une tactique d'accord et de transaction parlementaires avec les social-démocrates. Bien au contraire, l'activité parlementaire des communistes doit, elle aussi, avoir pour objet de démasquer le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie et d'expliquer aux travailleurs la falsification et l'imposture des gouvernements « ouvriers » créés par la bourgeoisie et qui ne sont en réalité que des gouvernements bourgeois libéraux.

Pour conclure, reprendre le mot d'ordre du V^e Congrès mondial : « Front unique par en bas, toujours; par en bas et par en haut, quelquefois; par en haut seulement, jamais. » Ceci pour briser l'opportunisme de droite, pour ne pas payer la rançon du gouvernement ouvrier de Saxe de 1923 et pour comprendre le sens véritable du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan : Prise du pouvoir par le prolétariat et instauration de sa dictature.

PILLOT.

Moscou, le 1^{er} juillet 1926.

Le Gérant : BELLANGER.



En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

L. TROTSKY

Europe et Amérique

Prix 6 fr.

* * *

Où va l'Angleterre ?

Prix 8 fr. 50

Parmi les phénomènes qui caractérisent la phase actuelle du déclin du capitalisme, il en est deux qui sont plus que jamais à l'ordre du jour : c'est, d'une part, l'hégémonie croissante de l'impérialisme américain, et, d'autre part, la décadence de l'Empire britannique.

Les deux livres de notre camarade Trotsky, que le *Service des Éditions de la Librairie de l'Humanité* vient de publier coup sur coup : EUROPE ET AMÉRIQUE et OU VA L'ANGLETERRE ? examinent d'une façon magistrale les différents aspects des problèmes que posent ces deux faits fondamentaux, et en dégagent en même temps les conséquences inéluctables.

Tous les communistes liront avec un véritable plaisir ces deux livres de Léon Trotsky, écrivain et polémiste de tout premier ordre.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAISANT SUR 8 PAGES
PUBLIE

DES N^{OS} SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS 3 fr

6 " 15 fr

1 AN 30 fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE